

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DU
DÉSENCLAVEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES



BURKINA FASO
Unité - Progrès – Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2022 DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



Novembre 2023

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES
ET DU DÉSENCLAVEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2022 DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

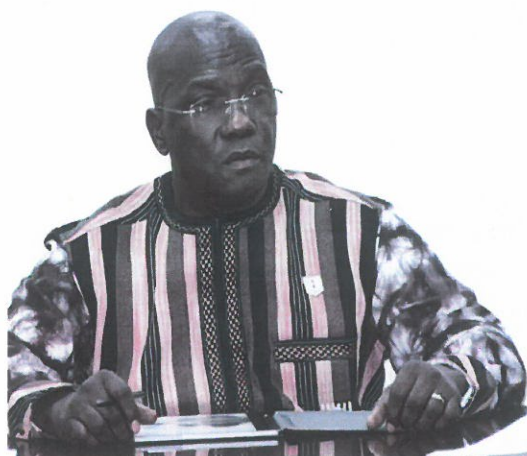


Réalisé avec l'appui du Fonds Spécial Routier du Burkina (FSR-B)



Novembre 2023

AVANT-PROPOS



Dans le but de rendre visibles les actions de développement du département, le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (MID) a le plaisir de mettre à la disposition du public le tableau de bord statistique 2022 des infrastructures de transport.

Le tableau de bord statistique est un document qui analyse les principaux indicateurs contenus dans l'annuaire statistique. Il est produit annuellement et se veut être un outil d'aide à la prise de décisions. C'est aussi un outil de dialogue et de plaidoyer qui rappelle les efforts qui restent à consentir en matière d'infrastructures et de désenclavement.

Le tableau de bord statistique 2022 du MID analyse les principaux indicateurs contenus dans l'annuaire statistique 2022 des infrastructures de transport. Il émane du suivi de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement. Il permet d'assurer une meilleure visibilité des actions de développement en lien avec ce secteur.

L'élaboration du présent document, V^{ème} du genre, a suivi un processus participatif impliquant les différentes structures productrices de données du département. J'exhorte tous les acteurs du domaine, quel que soit leur niveau d'implication dans le processus d'élaboration de ce précieux document, à redoubler d'effort pour contribuer à améliorer sa qualité.

Je réitère ma reconnaissance à toutes celles et à tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à l'élaboration de ce document, notamment les structures internes et externes du ministère ainsi que l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), pour leurs appuis techniques, financiers et logistiques.

Mon département reste à la disposition des utilisateurs pour toutes précisions complémentaires, remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions futures.

Le Ministre des Infrastructures et du
Désenclavement

Adama Luc SORGHO
Commandeur de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	III
TABLE DES MATIÈRES	V
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	VII
LISTE DES TABLEAUX.....	IX
LISTE DES GRAPHIQUES	XI
LISTE DES CARTES	XIII
LISTE DES ANNEXES	XIII
RESUMÉ EXÉCUTIF	1
CHIFFRES CLÉS 2022	3
INTRODUCTION.....	5
I. RESSOURCES FINANCIERES	8
I.1 DOTATION ET CONSOMMATION BUDGETAIRES.....	8
I.2 BUDGET D'INVESTISSEMENT	10
I.3 BUDGET ALLOUE A LA SAUVEGARDE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	12
I.4 BUDGET ALLOUE AU DEVELOPPEMENT DU RESEAU ROUTIER CLASSE ET DES PISTES RURALES	14
I.5 SOURCES DE FINANCEMENT.....	16
I.6 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	18
I.7 MONTANTS ISSUS DES CONVENTIONS	20
II. RESSOURCES HUMAINES.....	24
II.1 PERSONNEL DU MID	24
II.2 EFFECTIFS DES ELEVES DE L'ÉCOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS.....	26
III. INFRASTRUCTURES.....	30
III.1 INFRASTRUCTURES ROUTIERES.....	30
III.2 INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET AEROPORTUAIRES	48
III.3 COUVERTURE CARTOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE.....	50
IV. AUTRES STATISTIQUES DU MINISTERE	56
IV.1 AGREMENTS TECHNIQUES.....	56
IV.2 MARCHES PUBLICS	58
CONCLUSION.....	61
ANNEXES.....	64

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CEDEAO	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DGER	: Direction Générale de l'Entretien Routier
DGESS	: Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGF	: Direction de la Gestion des Finances
DGIR	: Direction Générale des Infrastructures Routières
DGNET	: Direction Générale de la Normalisation et des Études Techniques
DGPR	: Direction Générale des Pistes Rurales
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRID	: Direction Régionale des Infrastructures et du Désenclavement
ENTP	: École Nationale des Travaux Publics
EPE	: Établissements Publics de l'État
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FSR-B	: Fonds Spécial Routier du Burkina
IGB	: Institut Géographique du Burkina
km	: Kilomètre
LNBTP	: Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics
MCA	: Millennium Challenge Account
MID	: Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
PNDES	: Plan National de Développement Économique et Social
PUS-BF	: Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso
RGPR	: Répertoire Général des Pistes Rurales
SP-PIFAM	: Secrétariat Permanent des Projets d'Infrastructures Ferroviaires, Aéroportuaires et Maritimes
SP-TRHIMO	: Secrétariat Permanent des Travaux Routiers à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Données sur le budget du MID.....	9
Tableau 2: Budget d'investissement par composante	11
Tableau 3: Dépenses selon le type d'entretien routier	13
Tableau 4: Consommation budgétaire selon le type de travaux	15
Tableau 5: Consommation budgétaire selon la source de financement.....	17
Tableau 6: Évolution des montants des dédommagements et des travaux connexes	19
Tableau 7: Conventions accordées aux structures (en milliards de FCFA)	21
Tableau 8: Effectif des élèves de l'ENTP en 2022	27
Tableau 9: Réseau routier national (km).....	31
Tableau 10: Répartition du linéaire du réseau routier classé selon le type de route	33
Tableau 11 : Répartition des routes entretenues selon le type d'entretien (en km)	37
Tableau 12: Données sur les pistes rurales	39
Tableau 13: Données sur la sauvegarde des infrastructures	41
Tableau 14: Évolution du volume du trafic des poids lourds sur le réseau routier classé.....	45
Tableau 15: Évolution du nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées de 2018 à 2022.....	45
Tableau 16: Évolution des emplois créés à travers les projets routiers selon le genre	47
Tableau 17: Nombre de marchés publics passés selon la procédure	59

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Évolution du budget du ministère et du budget d'investissement de 2013 à 2022.....	9
Graphique 2: Évolution des dotations et des dépenses d'investissements de 2013 à 2022	9
Graphique 3: Structure du budget par nature de dépenses en 2022	9
Graphique 4 : Évolution du budget par nature de dépenses de 2013 à 2022 (en Milliards de FCFA).....	9
Graphique 5: Évolution du taux d'absorption des crédits d'investissement de 2013 à 2022	9
Graphique 6: Répartition des crédits d'investissements par composante en 2022.....	11
Graphique 7: Taux d'absorption des crédits d'investissement par composante en 2022	11
Graphique 8: Évolution des crédits des études et des travaux entre 2013 et 2022.....	11
Graphique 9: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2013 et 2022 en milliards de FCFA (route en terre et pistes rurales)	11
Graphique 10 : Répartition des crédits d'investissements par types de route en 2022	11
Graphique 11: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2013 et 2022 en milliards de FCFA (route bitumée et voirie urbaine).....	11
Graphique 12: Évolution des dépenses totales d'entretien des routes de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA).....	13
Graphique 13: Évolution des dépenses d'entretien des routes par type d'entretiens de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)	13
Graphique 14: Évolution des dépenses d'entretien périodique des routes de 2013 à 2022 par type de routes (en milliards de FCFA)	13
Graphique 15: Investissements d'entretien courant par année (en milliards de FCFA).....	13
Graphique 16 : Évolution des dépenses au titre des travaux de construction et bitumage et de renforcement/réhabilitation de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA).....	15
Graphique 17 : Évolution des dépenses d'aménagement des pistes rurales de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA) ..	15
Graphique 18: Évolution des dépenses au titre des travaux de renforcement/réhabilitation de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)	15
Graphique 19: Évolution des dépenses au titre des travaux de construction et de bitumage de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)	15
Graphique 20 : Évolution du budget d'investissements selon la source de financement entre 2013 et 2022.....	17
Graphique 21 : Évolution des dépenses d'investissements selon la source de financement entre 2013 et 2022	17
Graphique 22: Structure du budget d'investissements selon la source de financement en 2022	17
Graphique 23: Taux d'absorption des crédits d'investissements selon la source de financement en 2022	17
Graphique 24: Évolution du montant des dédommagements de 2013 à 2022 (en millions de FCFA).....	19
Graphique 25: Évolution du montant alloués aux travaux connexes de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)	19
Graphique 26: Proportion du montant alloués aux travaux connexe en 2022.....	19
Graphique 27: Évolution du montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA de 2017 à 2022 (en millions de FCFA)	19
Graphique 28 : Évolution du montant des conventions accordées aux structures de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)	21
Graphique 29: Proportion des conventions accordées aux structures en 2022	21
Graphique 30 : Montant des conventions par direction régionale en 2022 (en millions de FCFA)	21
Graphique 32: Évolution de l'effectif du personnel du MID entre 2013 et 2022.....	25
Graphique 33: Personnel par type de structure en 2022.....	25
Graphique 34: Personnel par tranche d'âge en 2022.....	25
Graphique 35: Personnel selon la catégorie en 2022.....	25
Graphique 36: Effectif du personnel par Direction Régionale en 2022.....	25
Graphique 37 : Répartition des cadres nommés à des postes de responsabilité par métiers en 2022.....	25
Graphique 37 : Évolution des effectifs des élèves de 2013 à 2022	27
Graphique 38 : Répartition des élèves en 2022 selon le genre.....	27
Graphique 40 : Répartition des élèves en 2022 selon le type d'inscription	27
Graphique 41 : Répartition de l'effectif des élèves sortants en 2022 par cycle de formation	27

Graphique 43: Linéaire de pistes rurales inventoriées par région (en km)	31
Graphique 44: Linéaire de voiries bitumées par année (en km)	31
Graphique 45: Linéaire de routes classées par région (en km)	31
Graphique 46: Répartition des routes classées	31
Graphique 47 : Répartition du réseau routier classé selon le type de route (en %).....	33
Graphique 48: Densité du réseau routier classé (km/100 km ²) par région	33
Graphique 49 : Proportion du réseau routier classé bitumé par région en 2022	33
Graphique 50 : Répartition du réseau routier classé selon la classification technique en 2022.....	33
Graphique 51: Proportion de linéaire bitumé selon la route communautaire	35
Graphique 52: Répartition du réseau communautaire selon l'état en 2022	35
Graphique 53 : linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien courant en 2022 par région	37
Graphique 54 : Linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien périodique par année.....	37
Graphique 55: Réseau routier classé selon l'état en 2022	37
Graphique 56: Etat du réseau routier classé en 2022 selon la classe de routes	37
Graphique 57 : Linéaire de pistes rurales aménagées par année	39
Graphique 58 : Proportion de pistes rurales aménagées par région en 2022	39
Graphique 59: Linéaire de pistes rurales aménagées par région en 2022 (en km).....	39
Graphique 60: Linéaire de pistes rurales entretenues par région en 2022 (en km)	39
Graphique 61: Répartition du nombre de postes de péage par région selon la fonctionnalité	41
Graphique 62: Répartition des postes de barrières de pluies par région selon la fonctionnalité	41
Graphique 63: Répartition des véhicules contrôlés à la surcharge par an	41
Graphique 64: Proportion de communes reliées au chef-lieu de province en toute saison	43
Graphique 64: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années	45
Graphique 66: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années	45
Graphique 65: Répartition (%) des emplois créés par type de travaux en 2022	47
Graphique 66: Répartition des emplois créés par type de travaux selon le genre en 2022	47
Graphique 69 : Etat du réseau ferroviaire en 2022 (km).....	49
Graphique 70 : Évolution du nombre d'aérodromes non fonctionnels.....	49
Graphique 71 : Évolution du taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles.....	51
Graphique 72 : Évolution du taux de réhabilitation du réseau de nivellement.....	51
Graphique 71 : Évolution du taux de production de cartes administratives et des plans des villes.....	53
Graphique 72 : Évolution du taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50000ème....	53
Graphique 75 : Nombre de nouveaux agréments techniques délivrés par an.....	57
Graphique 76 : Nombre de renouvellements d'agréments techniques par an	57
Graphique 77 : Nombre de changements de catégories d'agréments techniques effectués sur la période 2017-2022	57
Graphique 78 : Évolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon la catégorie en 2022.....	57
Graphique 79: Évolution du nombre d'agréments techniques délivrés selon le genre de 2017 à 2022.....	57
Graphique 80: Nombre d'agréments techniques en cours de validité en 2022 selon la catégorie	57
Graphique 81: Structure des marchés passés par type de procédure en 2022.....	59
Graphique 82: Structure des contrats approuvés entre 2017 et 2022.....	59
Graphique 83: Proportion des entreprises selon la performance de 2017 à 2022.....	59

LISTE DES CARTES

Carte 1: Répertoire du réseau communautaire	35
Carte 2: Linéaire de voiries bitumées (cumul) par régions en 2022 (km)	43
Carte 3: Représentation des aéroports fonctionnels	49
Carte 4 : Localisation des stations GNSS CORS	51

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Equipe d'élaboration du Tableau de bord 2022 des infrastructures de transport.....	64
Annexe 2: Participants à l'atelier de validation du Tableau de bord 2022 des infrastructures de transport	65
Annexe 3: Répertoire du réseau communautaire de l'UEMOA (CU) traversant le Burkina Faso	66
Annexe 4: Nombre d'agréments techniques délivrés selon la catégorie	67

RESUMÉ EXÉCUTIF

Le Tableau de bord statistique 2022 des infrastructures de transport analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2022 regroupés dans quatre domaines : (i) ressources financières, (ii) ressources humaines, (iii) infrastructures de transport et (iv) autres statistiques du ministère.

Ressources financières

Le budget global du Ministère des Infrastructures et du Désenclavement est de 287,74 milliards de FCFA en 2022 en hausse de 26,4% (+60,04 milliards de FCFA) par rapport à l'année 2021. Le budget d'investissement enregistre une augmentation de 27,0%. La part du budget d'investissement dans le budget global de l'année 2022 est de 98,2%. Les crédits d'investissement ont été entièrement alloués aux travaux routiers. Les crédits alloués à l'entretien routier et à l'aménagement de pistes rurales enregistrent des baisses respectives de 75,12% et 9,7%. Quant au développement du réseau routier classé, le montant connaît une hausse de 35,7% en 2022.

Ressources humaines

Sur la période 2013-2022, le ministère enregistre une augmentation continue du personnel, à l'exception de 2016 marquée par la scission d'avec le Ministère en charge des transports, avec une faible proportion des femmes. En 2022, il compte 974 agents, toutes positions confondues, dont 14,5% de femmes. L'âge moyen du personnel est de 39 ans et 58,2% ont moins de 40 ans. La répartition du personnel présente une concentration au niveau des structures centrales (55,5%).

Concernant le personnel admis aux concours directs et professionnels en formation, le nombre d'élèves inscrits en 2022 à l'École Nationale des Travaux Publics est de 293 dont 7,2% de femmes. Les auditeurs libres représentent 71,1% de l'effectif total des élèves ressortis à 1 013 ; les femmes représentent 12,8% de leur effectif.

Infrastructures de transport

Le linéaire du réseau routier classé et celui des pistes rurales sont restés inchangés depuis respectivement 2000 et 1999, dates de leur première classification. Concernant la voirie urbaine, il n'existe pas pour le moment de répertoire y relatif.

Le réseau routier national (hormis la voirie urbaine) présente une prédominance du linéaire du réseau de pistes rurales (75,1%). Le réseau routier classé est composé de routes nationales, régionales et départementales avec une densité de 5,6 km/100km², inférieure à la moyenne africaine (6,84km/100km²) de 2017 et supérieure à celle de la CEDEAO (3,1km/100km²) de 2006. Le linéaire total du réseau communautaire est de 3 437,24 km dont 94,8% bitumé et 38,2% en bon état.

En matière de sauvegarde des infrastructures routières, 2 930,10 km de routes ont bénéficié d'un entretien courant et 168,74 km d'un entretien périodique. Pour ce qui est du contrôle de la surcharge des véhicules, 67,8% des véhicules contrôlés en 2022 sont en état de surcharge.

Quant au développement du réseau de pistes rurales, 403 km ont été aménagés en 2022, portant la proportion de pistes rurales aménagées à 36,3%. À travers les travaux routiers, 8 799 emplois

ont été créés en 2022 dont 51,0% issus des travaux d'aménagements de pistes rurales et 9,0% occupés par les femmes.

S'agissant des infrastructures ferroviaires, le linéaire du réseau ferroviaire (622 km) n'a pas connu d'évolution sur la période 2013-2022. Le nombre d'aérodromes est de 48 en 2022 contre 47 en 2021.

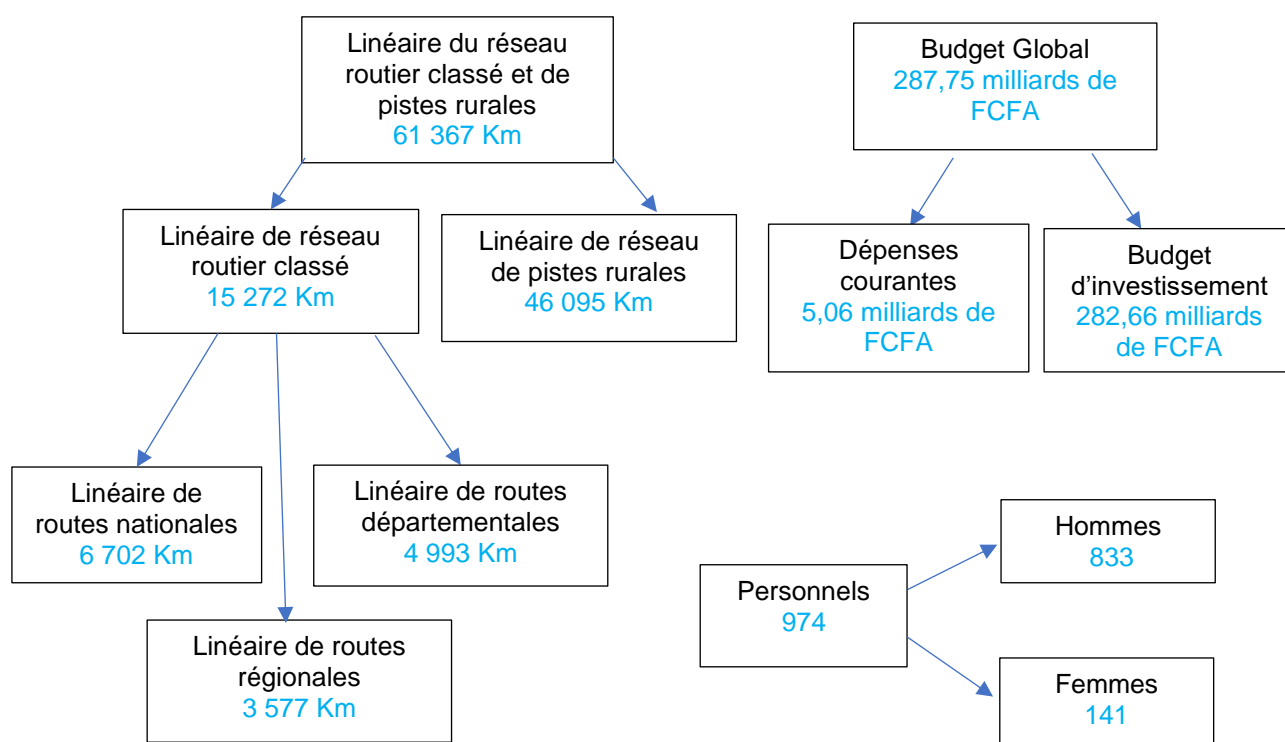
En matière de couverture cartographique du territoire, le réseau géodésique national reste de deuxième ordre. Le taux de couverture du territoire en cartes de base à l'échelle 1/50 000 ème a atteint 55,5% en 2022.

Autres statistiques du ministère

Les autres statistiques du ministère concernent les agréments techniques et les marchés publics. En 2022, le nombre de nouveaux agréments techniques délivrés est de 224 en baisse de 36 agréments par rapport à 2021. Le nombre de renouvellement d'agréments est passé de 63 en 2021 à 70 en 2022.

Pour ce qui est des marchés publics, ils sont passés à hauteur de 38,6% suivant des procédures exceptionnelles en 2022 contre 33,0% en 2021, pour une norme de 15%.

CHIFFRES CLÉS 2022



	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire du réseau routier classé bitumé (en km)	3 650	3 756	3 833	4 004	4 076
Proportion de routes bitumées	23,90%	24,59%	25,10%	26,22%	26,69%
Linéaire de pistes rurales aménagées (en km)	15 035	15 156	15 362	16 313	16 716
Proportion de pistes rurales aménagées	32,62%	32,88%	33,33%	35,39%	36,26%
Linéaire de routes en bon état (en km)	1 543	1 318	1 938	2 118	2 497
Proportion de routes en bon état	10,10%	8,63%	12,69%	13,87%	16,35

INTRODUCTION

Les infrastructures de transport jouent un rôle important dans le renforcement de la croissance économique nationale et la réduction de la pauvreté.

Accélérer le désenclavement intérieur et extérieur de notre pays afin de soutenir le développement du capital humain, la croissance économique et contribuer à la paix et à la sécurité, constitue une grande préoccupation du Gouvernement.

À ce titre, le MID a pour mission de mettre en œuvre et de suivre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement.

Afin de faciliter l'interprétation des informations sur l'évolution de la mise en œuvre de cette politique, et une meilleure appréhension de la situation des différents domaines couverts, le MID produit périodiquement, à travers la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles, un tableau de bord statistique, qui analyse les principaux indicateurs contenus dans l'annuaire statistique du département.

Le présent tableau de bord statistique est le résultat d'un processus participatif impliquant l'ensemble des structures productrices de données du ministère et d'autres structures externes. Il s'articule autour de quatre domaines : (i) ressources financières, (ii) ressources humaines, (iii) infrastructures de transport et (iv) autres statistiques du ministère.

I. RESSOURCES FINANCIÈRES

I. RESSOURCES FINANCIERES

I.1 Dotation et consommation budgétaires

Points saillants

- Hausse de 26,4% du budget du ministère en 2022 ;
- Forte part du budget d'investissement : 98,2% en 2022 ;
- Fort taux d'absorption (93,8%) du budget en 2022.

Commentaires

Le budget global du ministère en charge des infrastructures en 2022 est de 287,75 milliards de FCFA, soit une hausse de 26,4% par rapport à 2021. Cette augmentation s'explique par la signature, courant 2021, d'une convention de 200 milliards de FCFA entre le FSR-B et les banques locales.

Le budget de 2022 est au-dessus de la moyenne sur les cinq dernières années (2017-2021) qui est de 237,34 milliards de FCFA. Un pic est observé en 2019 et s'explique d'une part par la signature d'une convention de crédits de 100 milliards entre le FSR-B et les banques locales et d'autre part par l'augmentation de plus de 100% des financements extérieurs.

En 2022, le budget d'investissement est de 282,66 milliards de FCFA en hausse de 27,0% (+60,01 milliards de FCFA) par rapport à 2021. Sur la période de 2013 à 2022, en moyenne 97,6% du budget sont consacrés annuellement à l'investissement et 2,4% aux dépenses courantes (fonctionnement, transferts et charges de personnel). En 2022, les dépenses de fonctionnement et les dépenses de personnel représentent respectivement 0,7% et 1,0% du budget du ministère.

En matière d'investissement en 2022, le taux d'absorption du budget se situe à 93,8% au-dessus de la moyenne sur la période 2013-2021 qui est de 77,5%. Le niveau de consommation en 2022 s'explique principalement par le fait que plusieurs marchés approuvés en 2021 ou antérieurement ont connu leur exécution et leur paiement effectifs en 2022. Les plus faibles taux d'absorption ont été constatés en 2015 et 2019, expliqués respectivement par la politique d'austérité en lien avec la transition politique et le fait que plusieurs projets prévus en 2019 n'ont pas pu être exécutés.

Budget global = Budget d'investissement + Dépenses courantes

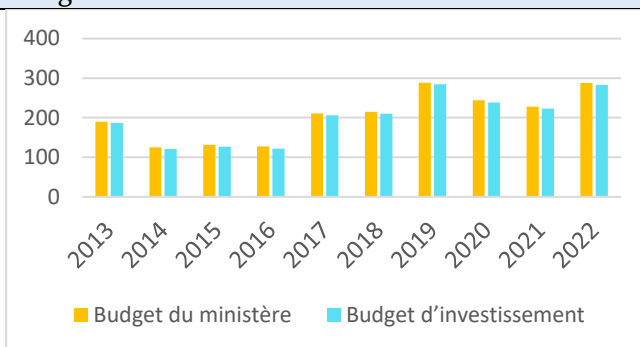
Le taux de consommation budgétaire est le rapport entre le budget consommé et le budget alloué

Sources statistiques : DGF et FSR-B

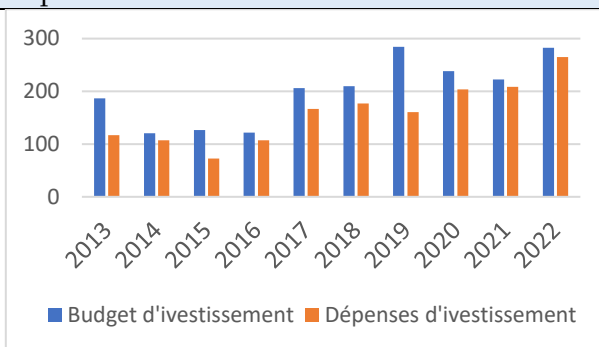
Tableau 1: Données sur le budget du MID

	Montant 2022 (Milliards de FCFA)	Investissement (%)	Variation 2022 / 2021		Variation 2021/ 2020	
			Valeur (en milliards FCFA)	%	Valeur (en milliards FCFA)	%
Budget	287,7	98,2	60,01	27,0	-16,17	-6,6

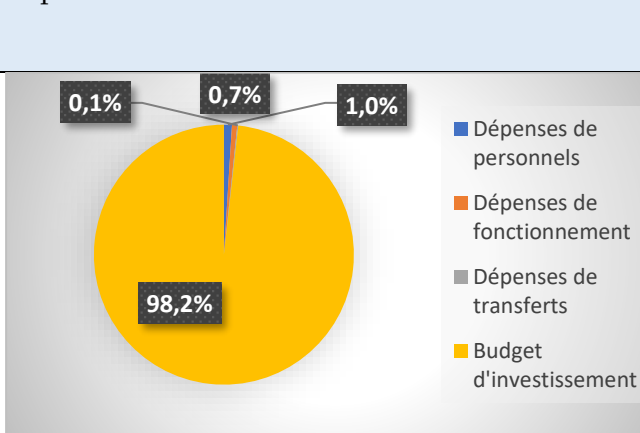
Graphique 1: Évolution du budget du ministère et du budget d'investissement de 2013 à 2022



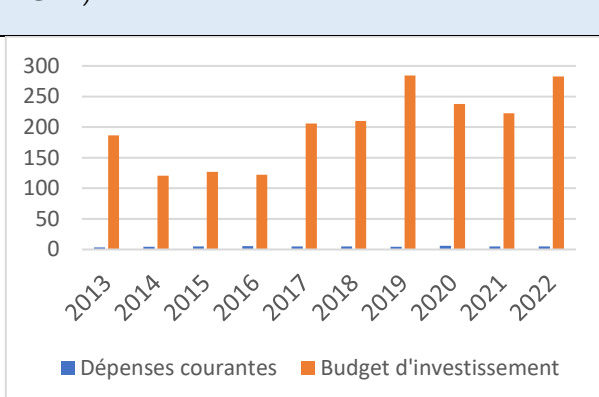
Graphique 2: Évolution des dotations et des dépenses d'investissements de 2013 à 2022



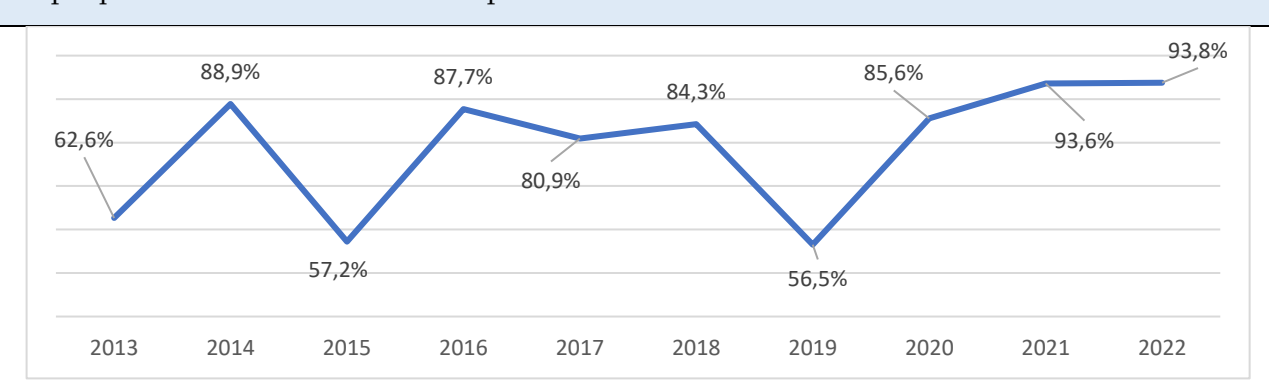
Graphique 3: Structure du budget par nature de dépenses en 2022



Graphique 4: Évolution du budget par nature de dépenses de 2013 à 2022 (en Milliards de FCFA)



Graphique 5: Évolution du taux d'absorption des crédits d'investissement de 2013 à 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.2 Budget d'investissement

Points saillants

- Hausse importante de 78,2% des crédits alloués aux études en 2022 ;
- Hausse de 21,4% des crédits alloués aux travaux en 2022.

Commentaires

La structure du budget d'investissement (282,66 milliards de FCFA) par composante en 2022 montre que les travaux représentent 85,5%, le contrôle 7,0% et les études 7,5%. En 2021, ces proportions étaient de 89,4% pour les travaux, 5,3% pour le contrôle et 5,3% pour les études.

Sur la période 2013-2022, les moyennes des crédits de ces composantes sont de 186,19 milliards de FCFA pour les travaux, 8,26 milliards de FCFA pour le contrôle et 5,53 milliards de FCFA pour les études.

En matière d'absorption des crédits, la composante « études » présente le plus fort taux d'absorption (96,2%), suivie des travaux (77,6%) et du contrôle (72,6%) de leur budget en 2022.

L'analyse de l'évolution des crédits des études et des travaux sur la période de 2013 à 2022 montre des pics en 2019 (272,83 milliards de FCFA) pour les travaux et en 2022 pour les études (21,26 milliards de FCFA). Ces pics s'expliquent respectivement par la signature en 2018 d'une convention de crédits de 100 milliards entre le FSR-B et les banques locales et les allocations permises par la convention de 200 milliards signée en 2021.

Sur un budget estimatif de 85,89 milliards de FCFA dédié en 2022 à la construction des routes en terre (50,09 milliards de FCFA) et à l'aménagement de pistes rurales (35,80 milliards de FCFA), le FSR-B devrait contribuer à hauteur de 75,89 milliards de FCFA, soit 88,4%.

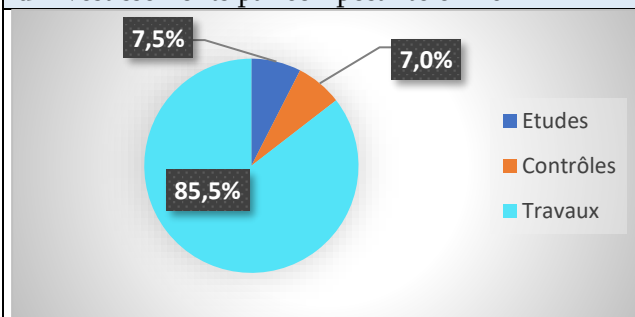
S'agissant des crédits d'investissements alloués aux travaux par types de route en 2022, 62,0% (175,28 milliards de FCFA) pour la construction de la voirie urbaine, 17,7% (50,09 milliards de FCFA) pour la construction de routes en terre, 12,7% (35,80 milliards de FCFA) pour l'aménagement de pistes rurales et 7,6% (21,48 milliards de FCFA) ont été consacrés au bitumage de nouvelles routes.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

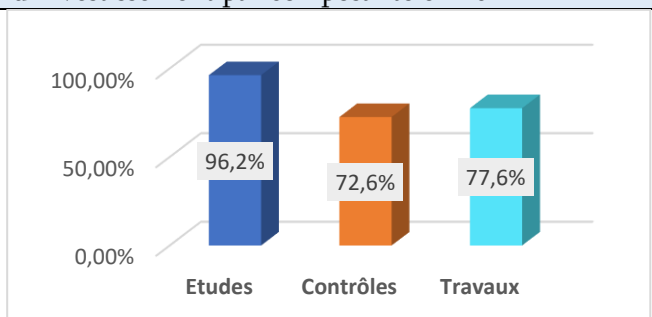
Tableau 2: Budget d'investissement par composante

Composantes	2022	Variation 2022/2021		Variation 2021/2020	
	Milliards de FCFA	Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Études	21,26	9,33	78,2	10,13	562,8
Contrôles	19,83	8,09	68,9	4,63	65,1
Travaux	241,57	42,59	21,4	-30,13	-13,1
Ensemble	282,66	60,01	27,0	-15,37	-6,5

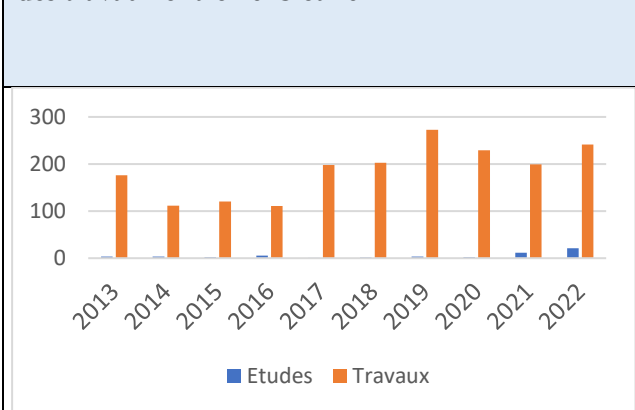
Graphique 6: Répartition des crédits d'investissements par composante en 2022



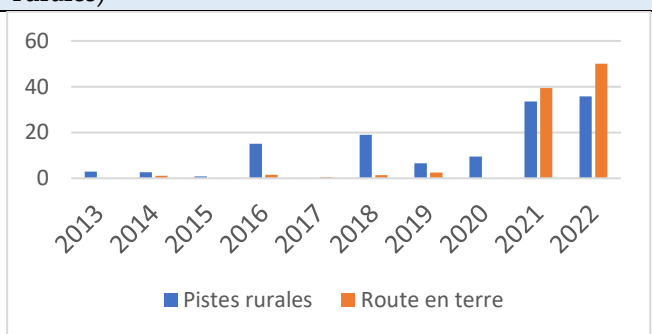
Graphique 7: Taux d'absorption des crédits d'investissement par composante en 2022



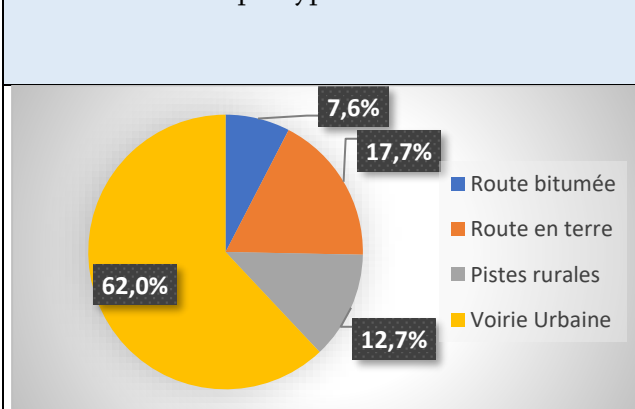
Graphique 8: Évolution des crédits des études et des travaux entre 2013 et 2022



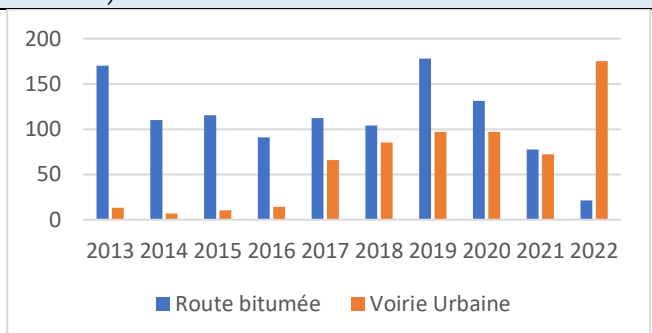
Graphique 9: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2013 et 2022 en milliards de FCFA (route en terre et pistes rurales)



Graphique 10: Répartition des crédits d'investissements par types de route en 2022



Graphique 11: Évolution des crédits d'investissements par types de route entre 2013 et 2022 en milliards de FCFA (route bitumée et voirie urbaine)



Sources statistiques : DGEES à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.3 Budget alloué à la sauvegarde des infrastructures routières

Points saillants

- Forte baisse (-75,1%) des crédits alloués à l'entretien routier en 2022 ;
- En moyenne 11,90 milliards FCFA par an consacrés à l'entretien courant des routes.

Commentaires

En 2022, le budget alloué à la sauvegarde des infrastructures routières (entretien courant et entretien périodique) s'élève à 6,67 milliards de FCFA contre 26,81 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 75,1%. Cette baisse s'explique par la non-contribution du FSR-B à la réalisation des travaux d'entretien périodique entraînant une forte diminution de l'allocation pour ce type de travaux. Le budget alloué à la sauvegarde des infrastructures routières représente 3,0% des dépenses d'investissement du département en 2022.

Sur la période de 2013 à 2022, en moyenne, un montant de 22,82 milliards de FCFA est alloué aux entretiens des routes par an, soit en moyenne 15,3% des dépenses d'investissement.

En 2022, le montant alloué à l'entretien périodique des routes est de 6,67 milliards de FCFA contre 20,67 milliards de FCFA en 2021, soit une régression de 14,0 milliards de FCFA (-67,7%). En ce qui concerne la répartition par type de route, 5,13 milliards de FCFA et 1,54 milliards de FCFA ont été consacrés aux travaux d'entretien respectivement des routes en terre et des routes bitumées.

Sur la période 2013-2022, en moyenne un montant de 10,92 milliards de FCFA a été alloué par an aux travaux d'entretien périodique.

En 2022, les travaux d'entretien courant n'ont pas fait l'objet de paiements au cours de l'année. En rappel, ces travaux ont coûté 6,14 milliards de FCFA en 2021.

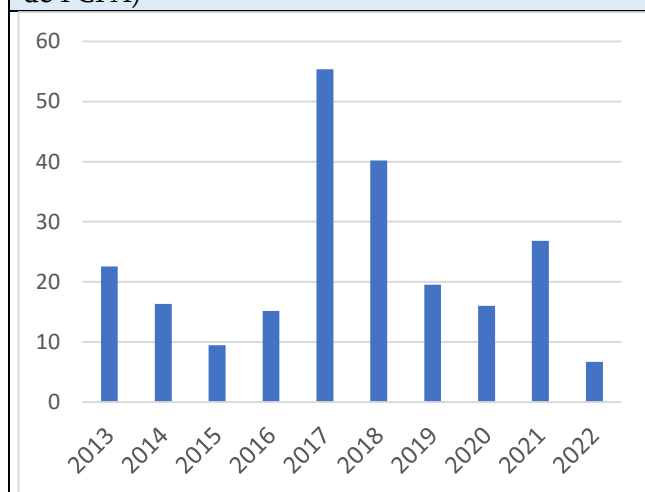
Sur la période 2013-2022, un montant total 118,96 milliards de francs CFA a été alloué à l'entretien courant du réseau classé et des pistes rurales, soit en moyenne 11,90 milliards de FCFA par an.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

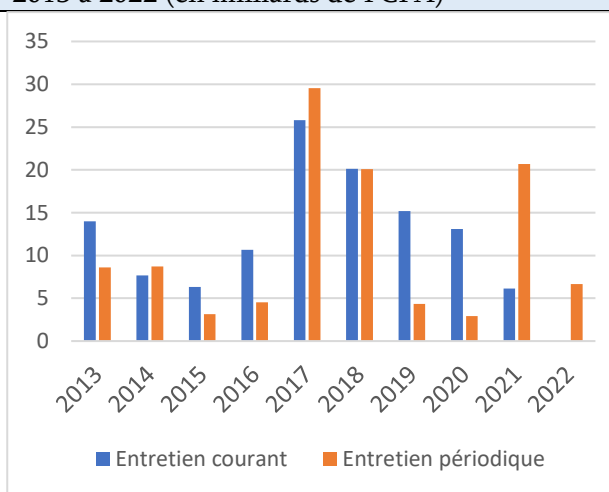
Tableau 3: Dépenses selon le type d'entretien routier

Composantes	2022	Variation 2022/2021		Variation 2021/2020	
	Milliards de FCFA	Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Entretien courant	0	0	0	-6,967	-53,2
Entretien périodique	6,67	-14	-67,7	17,75	607,9
Ensemble	6,67	-14	-67,7	10,78	554,7

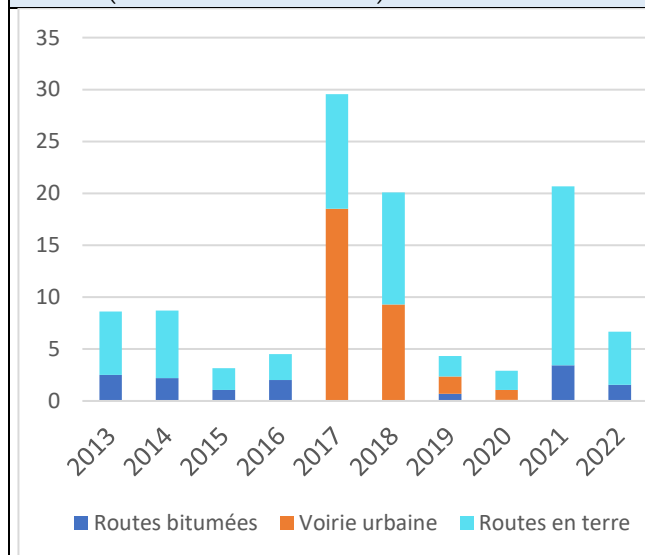
Graphique 12: Évolution des dépenses totales d'entretien des routes de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)



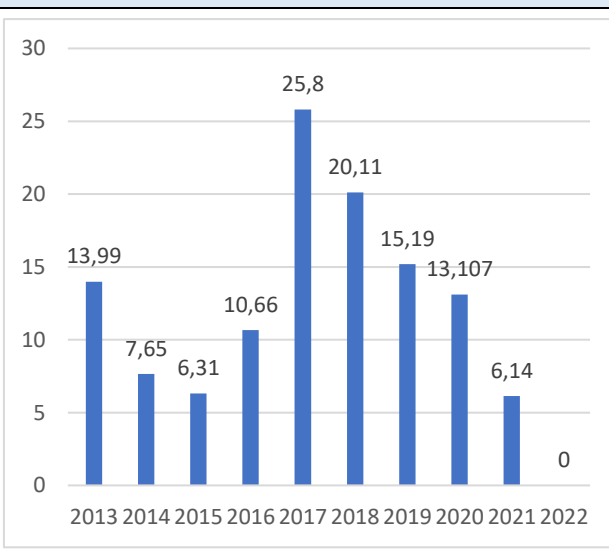
Graphique 13: Évolution des dépenses d'entretien des routes par type d'entretiens de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 14: Évolution des dépenses d'entretien périodique des routes de 2013 à 2022 par type de routes (en milliards de FCFA)



Graphique 15: Investissements d'entretien courant par année (en milliards de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.4 Budget alloué au développement du réseau routier classé et des pistes rurales

Points saillants

- Hausse de 27,0% des crédits alloués au développement du réseau routier classé et des pistes rurales en 2022 ;
- En moyenne 48,24 milliards de FCFA alloués par an aux travaux de bitumage de routes.

Commentaires

En 2022, un montant de 212,54 milliards de FCFA a été alloué au développement du réseau routier classé en hausse de 48,18 milliards de FCFA (+27,0%) par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par la mobilisation de ressources en 2021 par le FSR-B avec un pool bancaire sur la base d'une deuxième convention de 200 milliards de FCFA. Ce montant est destiné à la réalisation des travaux de construction/bitumage (75,7%), de réhabilitation/renforcement (3,4%), d'aménagement de pistes rurales (13,6%) et la construction d'ouvrages (7,3%). Ce montant représente 80,2% des dépenses d'investissement du département.

Sur la période de 2013 à 2022 le montant moyen annuel accordé au développement du réseau routier classé et de pistes rurales est de 128,86 milliards de FCFA.

En 2022, le montant global affecté aux dépenses de construction et de bitumage est de 176,41 milliards de FCFA contre 115,47 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 52,8%. Ce montant est composé de 50,3 milliards de FCFA pour le bitumage des routes, 15,58 milliards de FCFA pour la construction d'ouvrages et 110,53 milliards de FCFA pour la voirie urbaine.

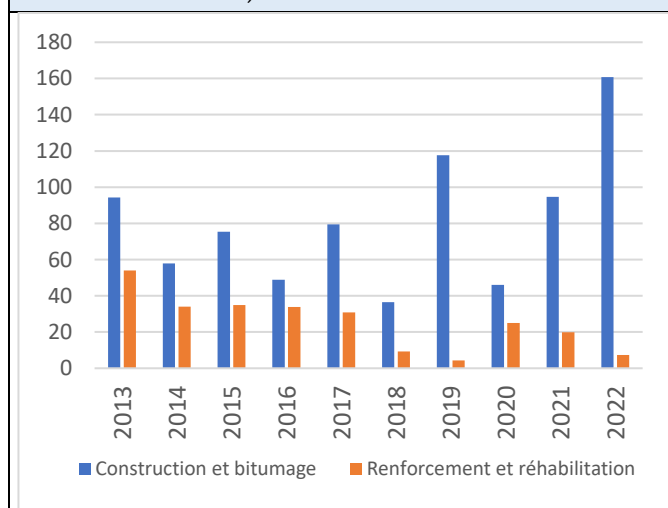
Sur la période de 2013 à 2022, sur un montant moyen annuel de 89,59 milliards de FCFA accordé aux dépenses de construction et de bitumage, 48,24 milliards de FCFA ont été alloués aux travaux de bitumage de routes.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

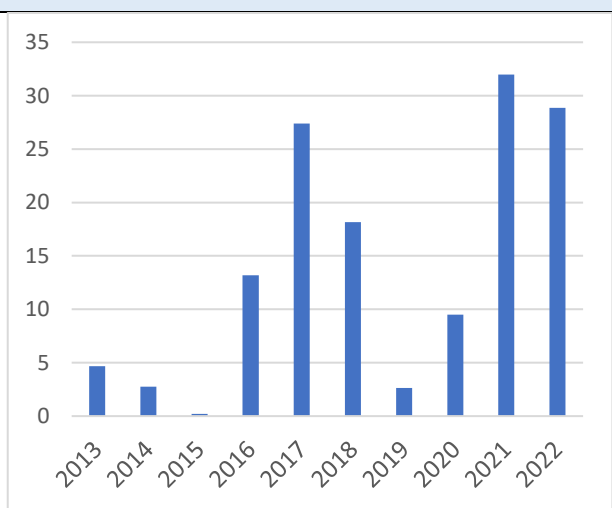
Tableau 4: Consommation budgétaire selon le type de travaux

Composantes	Montant de 2022 (milliards de FCFA)	Variation 2022/2021		Variation 2021/2020	
		Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Construction et bitumage	160,83	+66,13	+69,8	+48,59	+105,4
Réhabilitation et renforcement	7,26	-12,65	-63,5	-5,02	-20,1
Ensemble	168,09	+53,48	+31,8	+43,57	+85,2

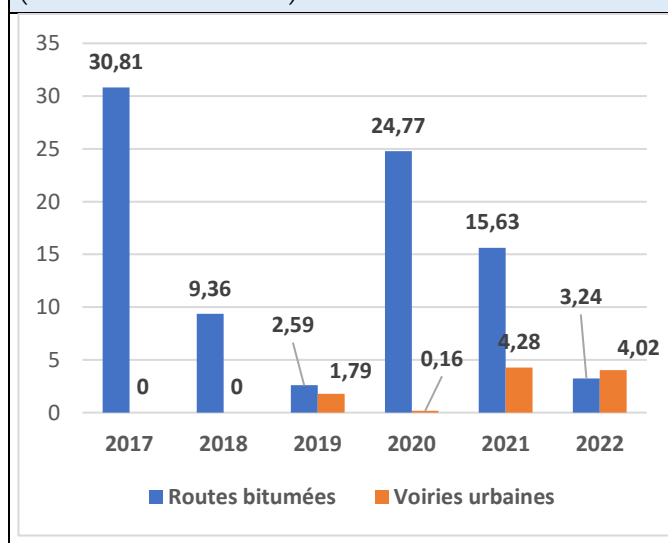
Graphique 16 : Évolution des dépenses au titre des travaux de construction et bitumage et de renforcement/réhabilitation de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)



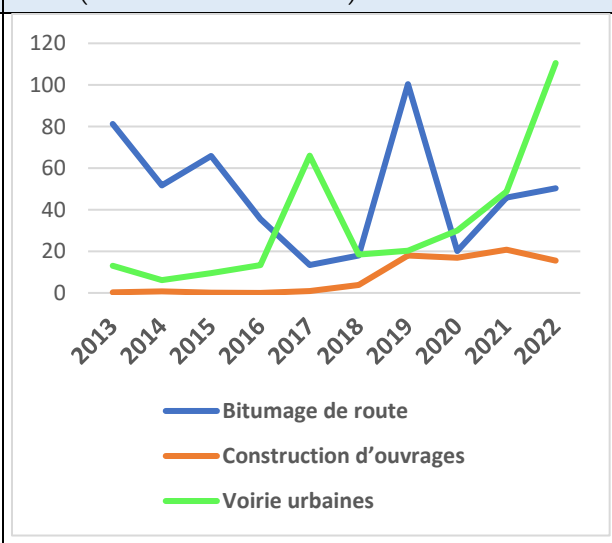
Graphique 17 : Évolution des dépenses d'aménagement des pistes rurales de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 18: Évolution des dépenses au titre des travaux de renforcement/réhabilitation de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 19: Évolution des dépenses au titre des travaux de construction et de bitumage de 2013 à 2022 (en milliards de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.5 Sources de financement

Points saillants

- Hausse de 27,0% du budget d'investissement en 2022 ;
- Forte contribution (71,9%) du FSR-B au budget d'investissement en 2022 ;
- Fort taux d'absorption (93,8%) des crédits d'investissement en 2022.

Commentaires

En 2022, le budget d'investissement est de 282,66 milliards de FCFA financé à concurrence de 71,9% par le FSR-B, 19,7% par l'État et 8,4% par les bailleurs extérieurs. Les financements des bailleurs extérieurs et de l'État ont baissé respectivement de 54,4% et 8,5% par rapport à 2021, tandis que celui du FSR-B a augmenté de 85,4%.

Sur la période de 2013 à 2022, en moyenne 199,97 milliards de FCFA ont été alloués par an aux travaux routiers.

Le budget d'investissement sur la période de 2013 à 2022 a évolué en dents de scie. Le financement extérieur présente un pic en 2019 (110,38 milliards de francs CFA) dus aux travaux du Programme d'Entretien Routier (PER II), ainsi que les travaux de la CU2A (Koupela-Gounghin) et de la route Kantchari-Diapaga –frontière du Bénin. Le budget national admet un pic en 2017 (93,12 milliards de francs CFA), dû à la réalisation courant 2017 des travaux lancés en 2016. En ce qui concerne le financement du FSR-B, le pic a été observé en 2022 avec un montant de 203,20 milliards de FCFA, expliqué par le démarrage de nouveaux projets en lien avec la signature en 2021 d'une convention de 200 milliards de FCFA entre le FSR-B et le pool bancaire national.

S'agissant de la structure des dépenses effectives d'investissements, l'analyse montre que le FSR-B, l'État et les autres partenaires techniques et financiers ont contribué en 2022 respectivement à hauteur de 76,7% ; de 19,9% et de 3,4%.

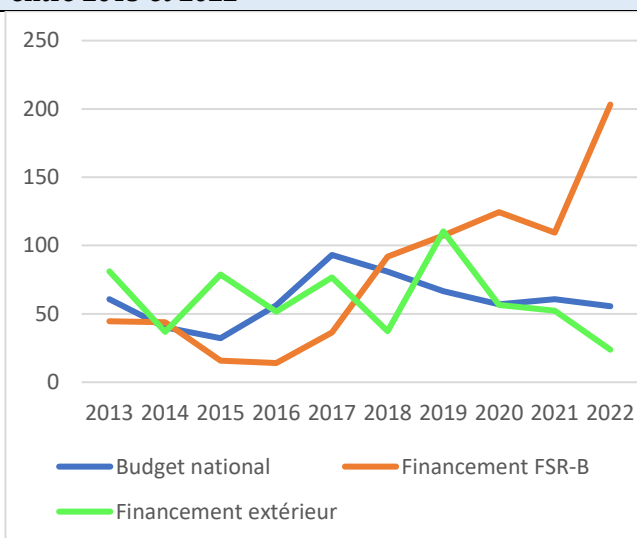
Quant au taux d'absorption des crédits d'investissements, il est de 93,8% en 2022 en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2021. Par source de financement, il est de 100% pour le financement FSR-B, 95,0% pour le financement budget État et 37,7% pour le financement extérieur en 2022. Le faible taux d'absorption des crédits des bailleurs extérieurs est dû au retard de l'obtention des avis de non objection des partenaires techniques et financiers et de la situation sécuritaire difficile dans certaines zones de projets.

Sources statistiques : DGF et FSR-B

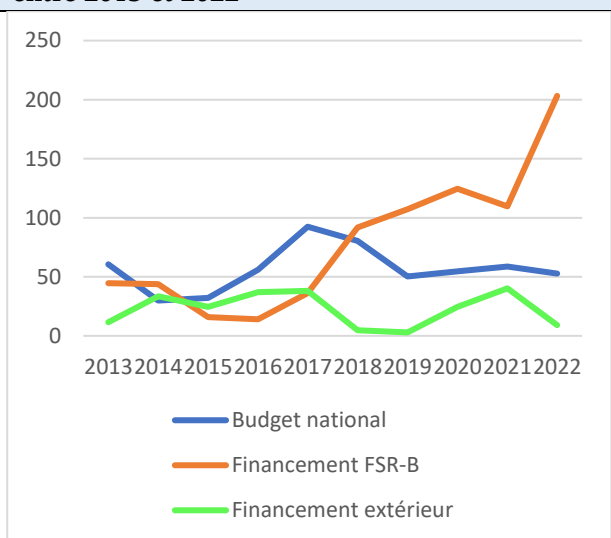
Tableau 5: Consommation budgétaire selon la source de financement

Composantes	Montant de 2022 en Milliards de FCFA	Variation 2022/2021		Variation 2021/2020	
		Milliards de FCFA	%	Milliards de FCFA	%
Budget national	55,66	-5,18	-8,5	+3,79	+6,6
Financement FSR- B	203,20	+93,63	+85,4	-14,9	-12,0
Financement extérieur	23,8	-28,44	-54,4	-4,26	-7,5
Ensemble	282,66	+60,01	+27,0	-15,37	-6,5

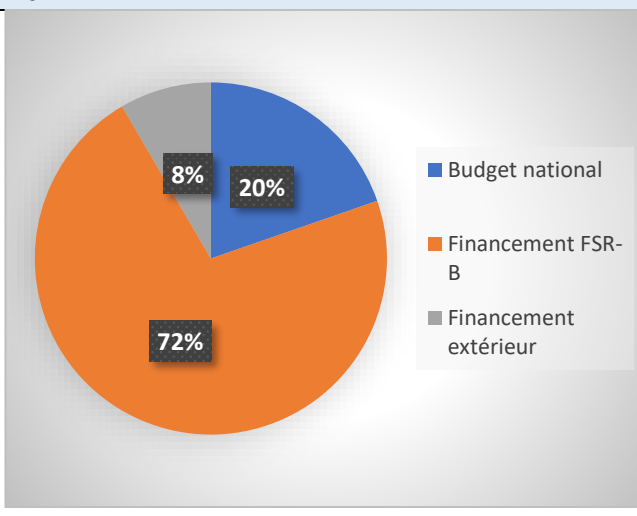
Graphique 20 : Évolution du budget d'investissements selon la source de financement entre 2013 et 2022



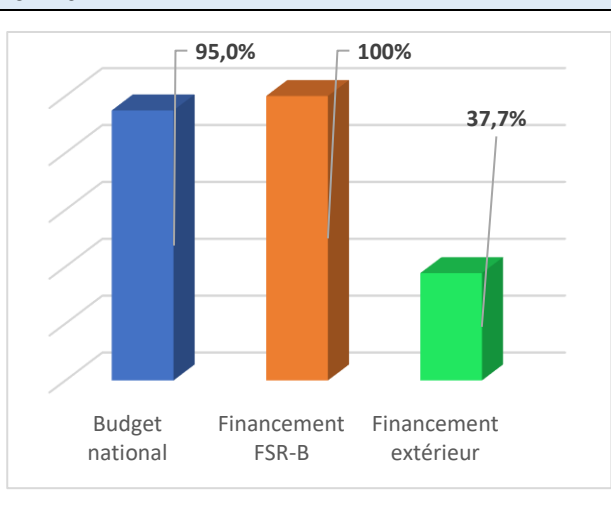
Graphique 21 : Évolution des dépenses d'investissements selon la source de financement entre 2013 et 2022



Graphique 22: Structure du budget d'investissements selon la source de financement en 2022



Graphique 23: Taux d'absorption des crédits d'investissements selon la source de financement en 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.6 Mesures d'accompagnement

Points saillants

- Hausse de 9,5% du montant des dédommagements en 2022 ;
- Forte baisse (78,2%) du montant affecté aux travaux connexes en 2022.

Commentaires

Le montant des dédommagements en 2022 est de 304,2 millions de FCFA, en hausse de 9,5% par rapport à 2021. Ce montant est au-dessus de la moyenne sur la période de 2013 à 2021 (224,19 millions de FCFA).

Sur la période 2013-2022, le montant des dédommagements a atteint son niveau le plus élevé en 2018 (662 millions de FCFA) qui s'explique par le fait que le ministère a démarré l'exécution de plusieurs projets routiers notamment l'exécution des travaux de réhabilitation et de renforcement de la route communautaire CU2A.

En 2022, le montant alloué aux travaux connexes est de 1,21 milliards de FCFA, en baisse de 4,34 milliards de FCFA par rapport à 2021, expliqué par le non démarrage de nouveaux travaux routiers en 2022. Il représente 0,5% du montant affecté à l'ensemble des travaux.

Sur la période 2017-2022, on observe une tendance globale à la baisse des montants alloués aux travaux connexes. Toutefois, des hausses consécutives ont été constatées en 2020 et en 2021 respectivement de 7,0% et de 3,2%.

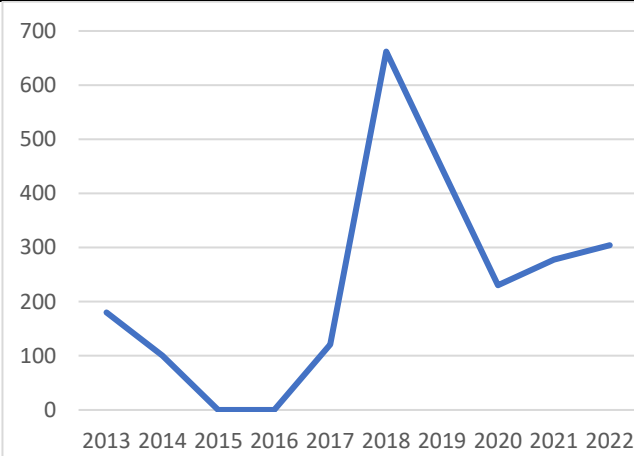
Quant aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA, un montant de 63,71 millions de FCFA a été alloué en 2022 contre 61 millions en 2021. Sur la période 2017-2022, un total de 1,05 milliards de FCFA a été injecté dans la sensibilisation sur le VIH-SIDA dans le cadre de la réalisation des travaux routiers.

Sources statistiques : DGF, DGIR, DGPR, DGER, Agetib

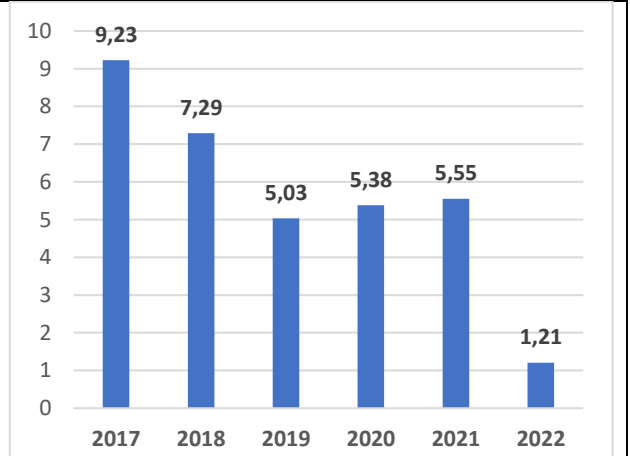
Tableau 6: Évolution des montants des dédommagements et des travaux connexes

Composantes	Montant de 2022	Variation 2022/2021		Variation 2021/2020	
		Montant	%	Montant	%
Montant des dédommagements (en millions de FCFA)	304,2	+26,46	+9,53	+47,14	+20,4
Montant alloués aux travaux connexes (milliards de FCFA)	1,21	-4,34	-78,2	+0,17	+3,2
Montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH- SIDA (en millions de FCFA)	63,71	+2,71	+4,4	+18	+41,0

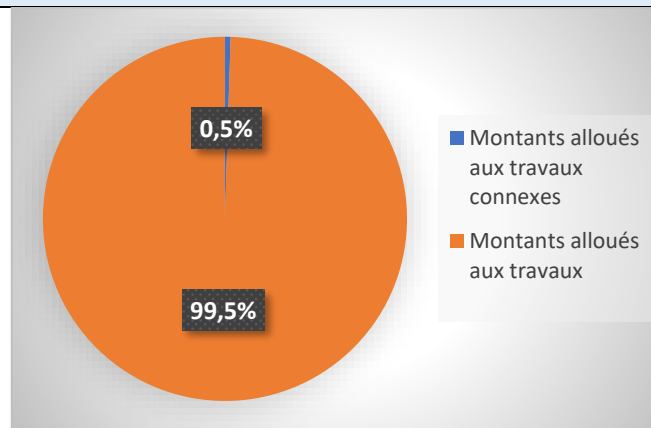
Graphique 24: Évolution du montant des dédommagements de 2013 à 2022 (en millions de FCFA)



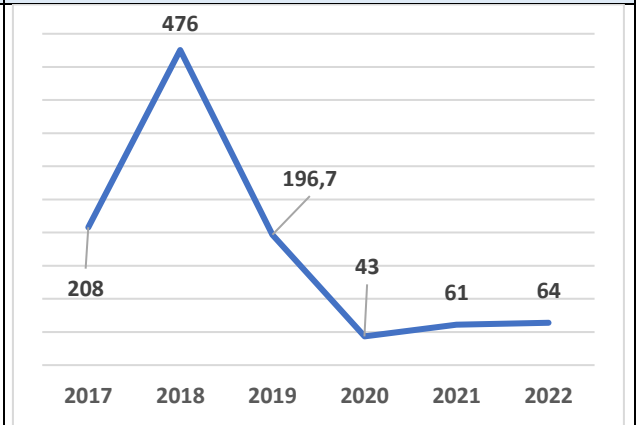
Graphique 25: Évolution du montant alloués aux travaux connexes de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 26: Proportion du montant alloués aux travaux connexe en 2022



Graphique 27: Évolution du montant alloué aux campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA de 2017 à 2022 (en millions de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

I.7 Montants issus des conventions

Points saillants

- Hausse de 19,6% des conventions accordées aux structures en 2022 ;
- Faible taux d'absorption (53,7%) des conventions accordées aux structures régionales en 2022.

Commentaires

Le montant des conventions accordées aux structures en 2022 s'élève à 6,28 milliards de FCFA, soit 5,14 milliards de FCFA pour les structures centrales et rattachées, et 1,14 milliards de FCFA pour les structures régionales. Il est en hausse de 19,6% par rapport à 2021 et également au-dessus de la moyenne de 5,02 milliards de FCFA sur la période 2017-2021.

Sur la période 2017-2022, le montant des conventions accordées aux structures connaît une tendance haussière à l'exception de 2021, où la baisse est expliquée par celle du montant des conventions pour le contrôle et la supervision des travaux routiers par les directions régionales des infrastructures et du désenclavement.

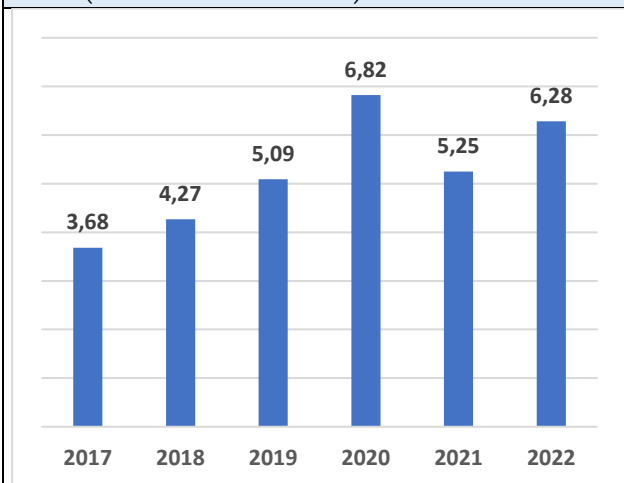
S'agissant des conventions accordées aux structures régionales, les montants varient de 47,6 millions de FCFA (Centre-Nord) à 188,94 millions de FCFA (Boucle du Mouhoun). Sur un montant total de 1,14 milliards de FCFA reçu en 2022, les structures bénéficiaires ont pu consommer 0,61 milliards de FCFA, soit un taux d'absorption de 53,7%. Ce taux est dû d'une part à la situation sécuritaire difficile dans la plupart des régions qui n'a pas permis l'exécution normale des activités et d'autre part au décaissement tardif des crédits de convention. On note que c'est seule la région du Centre-Sud qui a entièrement consommé ses crédits. Par contre la région de Sahel a le plus faible taux d'absorption, soit 2,56%.

Sources statistiques : FSR-B, DRID

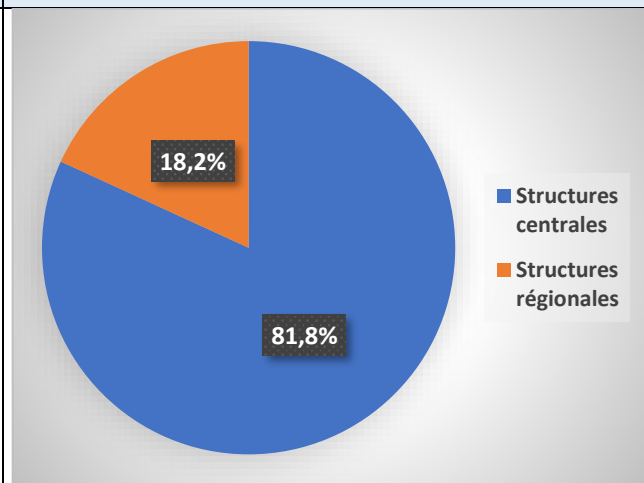
Tableau 7: Conventions accordées aux structures (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant total des conventions	3,68	4,26	5,09	6,82	5,25	6,28

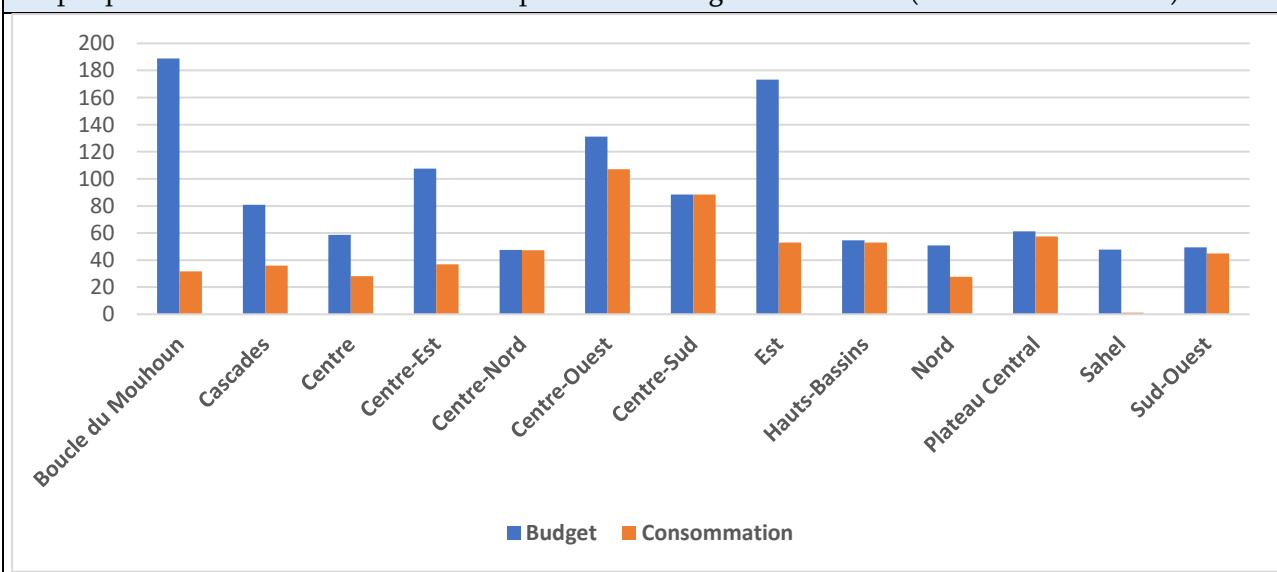
Graphique 28 : Évolution du montant des conventions accordées aux structures de 2017 à 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 29: Proportion des conventions accordées aux structures en 2022



Graphique 30 : Montant des conventions par direction régionale en 2022 (en millions de FCFA)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

II. RESSOURCES HUMAINES

II. RESSOURCES HUMAINES

II.1 Personnel du MID

Points saillants

- Augmentation continue (4,0% en moyenne par an) du personnel depuis 2016 ;
- Faible proportion (14,5%) des femmes en 2022 ;
- Plus de la moitié (55,5%) du personnel du ministère dans les structures centrales en 2022.

Commentaires

En 2022, l'effectif du personnel du MID (excepté le personnel contractuel des structures rattachées) est de 974 agents contre 955 agents en 2021, soit une hausse de 2,0%. Il compte 14,5% de femmes. L'âge moyen du personnel est de 39 ans et 58,2% des agents ont moins de 40 ans. Les structures centrales absorbent 55,5% du personnel, les structures déconcentrées 39,4% et les structures rattachées et de mission 5,1%. Au niveau des structures centrales, le personnel des cinq (05) directions générales techniques représente 34,4% du personnel et les autres structures au nombre de trente-trois (33) renferment 65,6% du personnel. Le Ministère est majoritairement composé de personnel d'application (47,3%). Le personnel d'exécution représente 29,0%, celui de conception 23,7%.

Le personnel de la famille d'emplois du métier infrastructures représente 60,6% de l'effectif. Parmi ce personnel, les femmes représentent 5,1%. Au niveau des structures déconcentrées, le nombre moyen du personnel est de 30 agents. La Direction Régionale (DR) de la Boucle du Mouhoun a le plus grand effectif (42 agents) et celle du Sahel le plus petit effectif (19 agents). Le nombre de cadres occupant des postes de responsabilité au sein du ministère est de 243, avec 58,0% de ces cadres issus du métier infrastructures. Il reste 10 postes non pourvus soit 4,0% des postes nominatifs.

Sur la période de 2013 à 2022, l'effectif du personnel croît à l'exception de 2016 marquée par la scission d'avec le ministère en charge des transports. Sur la période de 2016 à 2022, l'effectif du personnel a connu une croissance moyenne de 4,0% par an.

Le personnel de conception est celui des catégories P, A et assimilé

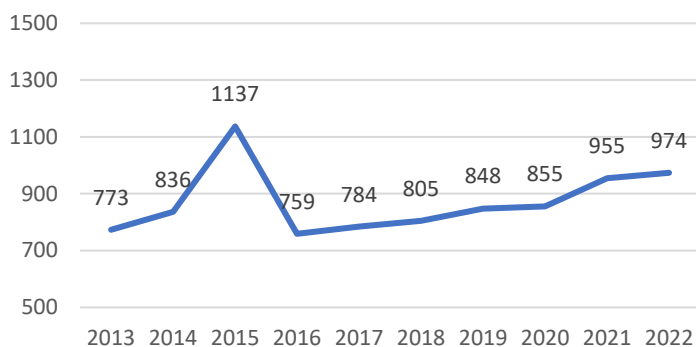
Le personnel d'application est celui des catégories B et assimilé

Le personnel d'exécution est celui des catégories C D, E et assimilé

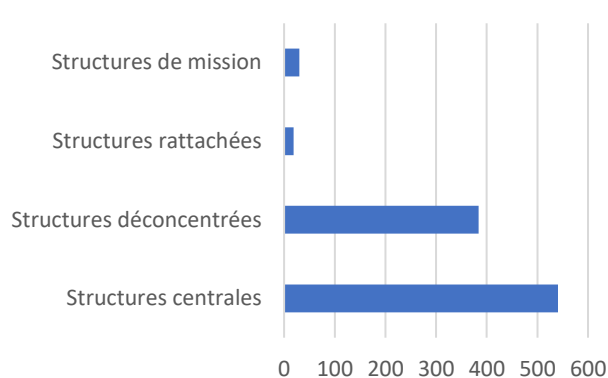
Le personnel des emplois spécifiques du MID est celui de la famille d'emploi génie civil et topographie

Sources statistiques : DRH

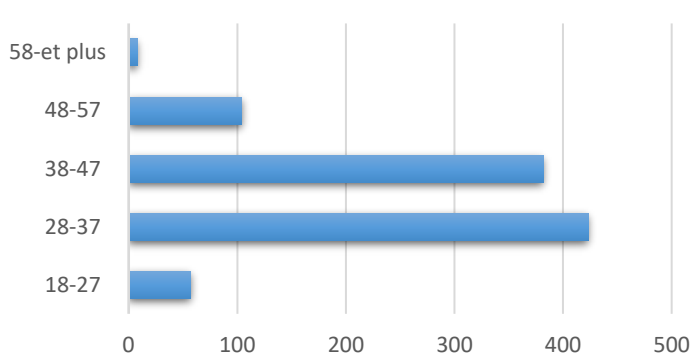
Graphique 31: Évolution de l'effectif du personnel du MID entre 2013 et 2022



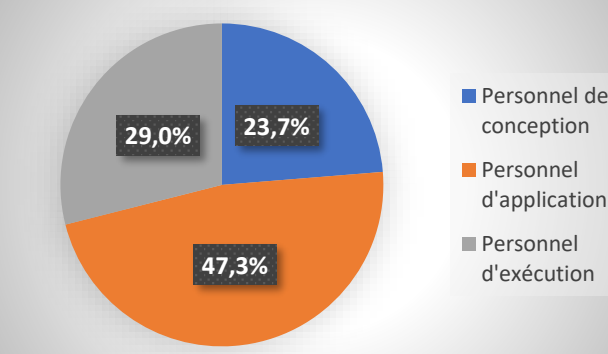
Graphique 32: Personnel par type de structure en 2022



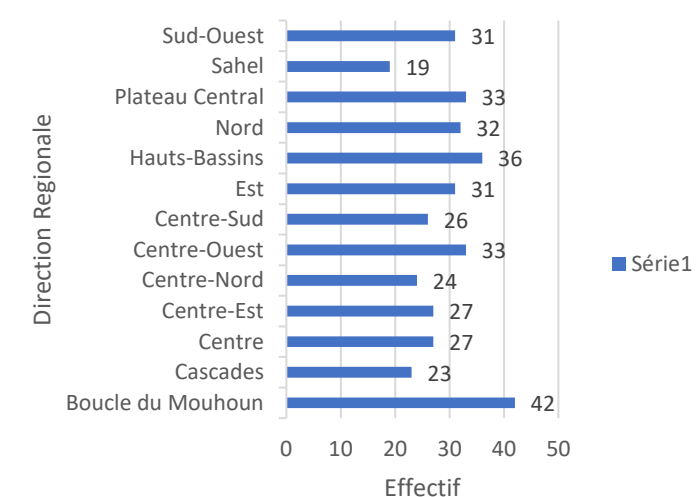
Graphique 33: Personnel par tranche d'âge en 2022



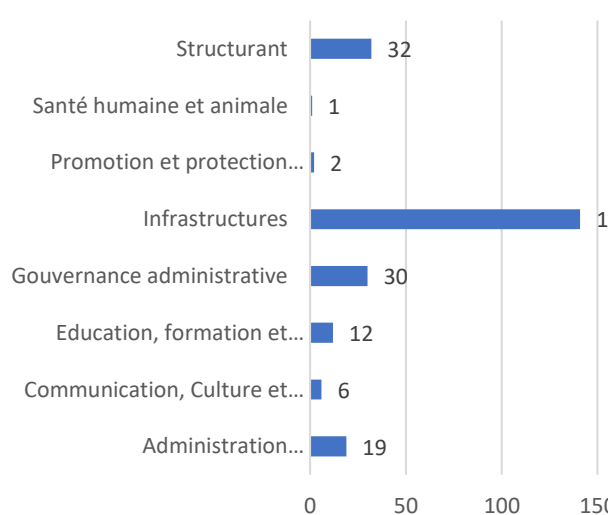
Graphique 34: Personnel selon la catégorie en 2022



Graphique 35: Effectif du personnel par Direction Régionale en 2022



Graphique 36 : Répartition des cadres nommés à des postes de responsabilité par métiers en 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

II.2 Effectifs des élèves de l'École Nationale des Travaux Publics

Points saillants

- Augmentation (+19,5%) de l'effectif des élèves en 2022 ;
- Forte proportion (71,1%) des auditeurs libres en 2022 ;
- Forte proportion (93,9%) des enseignants vacataires.

Commentaires

L'effectif total des élèves de l'École Nationale des Travaux Publics (ENTP) en 2022 est de 1 013 contre 848 en 2021. Il est constitué de 12,8% de femmes. Le nombre d'élèves de l'ENTP issus des concours professionnels et directs est de 293 dont 7,2% de femmes. Parmi ces élèves, 221 ont été recrutés sur concours directs et 72 sur concours professionnels.

Au titre des inscriptions de 2022, les auditeurs libres occupent la première place avec une proportion de 71,1%, suivis des élèves fonctionnaires (les recrues sur concours directs) de la famille d'emploi génie civil qui représentent 21,8% des effectifs.

En 2022, l'effectif des élèves sortants de l'ENTP est de 410, contre 325 en 2021, avec 11,7% de femmes.

L'effectif total des enseignants de l'ENTP est de 166 pour l'année 2022, composé de 94,0% d'enseignants vacataires et de 6,0% d'enseignants permanents. Il est constitué de 16,9% de femmes.

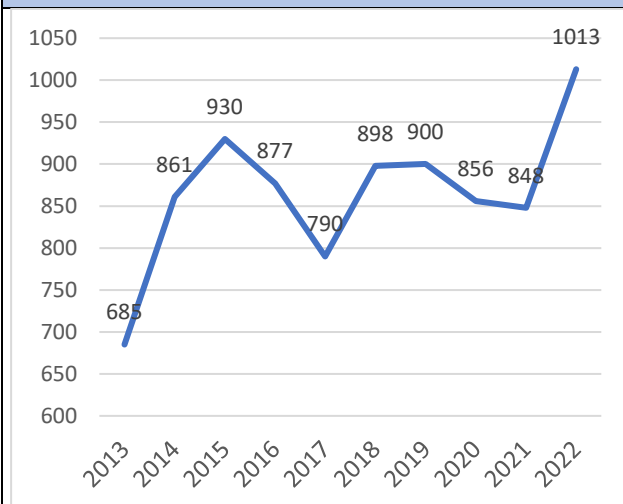
Sur la période de 2013 à 2022, l'effectif des élèves formés a connu un accroissement continu entre 2013 et 2015, puis une importante régression jusqu'en 2017 justifiée par la diminution des effectifs des auditeurs libres. Entre 2017 et 2022, l'effectif des élèves a augmenté en moyenne de 5,5 % par an.

Sources statistiques : ENTP

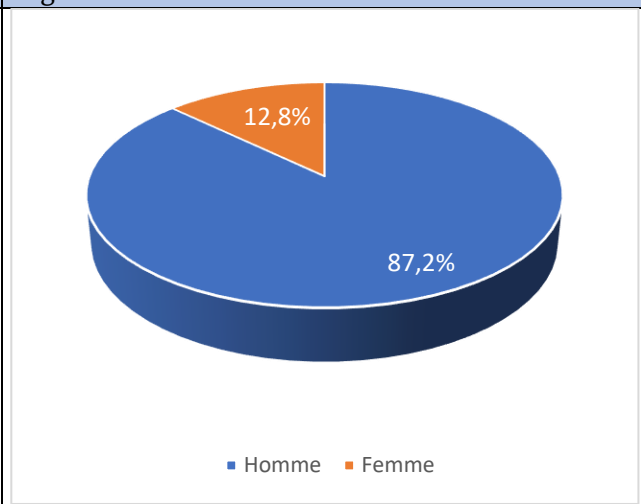
Tableau 8: Effectif des élèves de l'ENTP en 2022

Effectif	Structure des élèves en 2022				Variation 2022 /2021		Variation 2021/2020	
	%Femmes	% d'auditeurs libres	% Élèves fonctionnaires	% Fonctionnaires élèves	En nombre	En %	En nombre	En %
1013	12,8	71,1	21,8	7,1	+165	+16,3	-8	-0,9

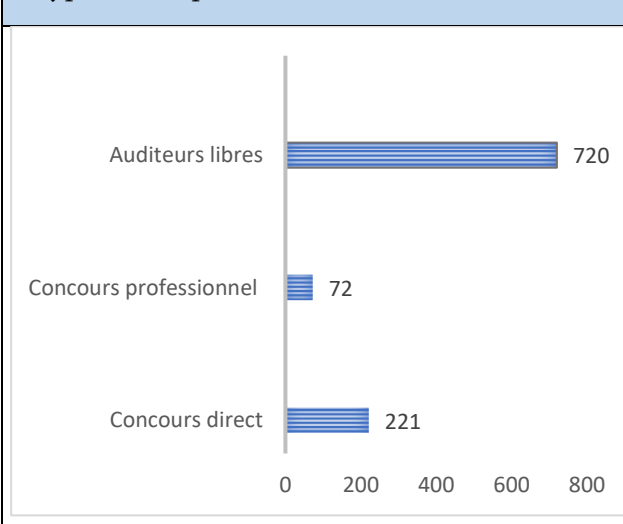
Graphique 37 : Évolution des effectifs des élèves de 2013 à 2022



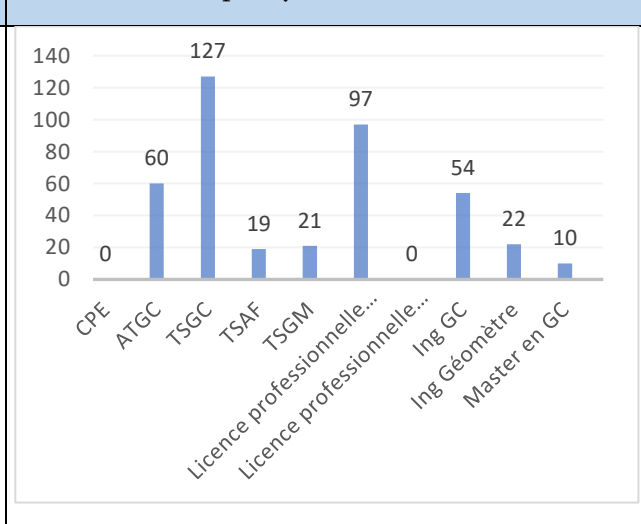
Graphique 38 : Répartition des élèves en 2022 selon le genre



Graphique 39 : Répartition des élèves en 2022 selon le type d'inscription



Graphique 40 : Répartition de l'effectif des élèves sortants en 2022 par cycle de formation



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

III. INFRASTRUCTURES

III. INFRASTRUCTURES

III.1 Infrastructures routières

➤ Réseau routier national

Points saillants

- Classification du réseau routier non actualisée depuis l'année 2000 ;
- Prédominance du linéaire de pistes rurales (75,1% du réseau connu) ;
- 134,33 km de voiries bitumées en 2022 contre 89,12 km en 2021.

Commentaires

Le réseau routier national est composé de routes classées, de pistes rurales et de la voirie urbaine selon le décret N°2000-268/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant définition et réglementation du réseau routier national.

Le décret N°2000-269/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant classification des routes au Burkina Faso définit un linéaire de 15 272 ¹Km de routes classées. Ce réseau classé est composé majoritairement des routes nationales (43,9%), suivies des routes départementales (32,7%) et des routes régionales (23,4%). Le réseau classé n'a pas été mis à jour depuis l'an 2000.

Le Répertoire Général des Pistes Rurales (RGPR) de juillet 1999 identifie un linéaire de 46 095 Km de pistes rurales. La région de l'Est comporte le plus grand linéaire, soit 5 869 km de pistes rurales tandis que la région du Centre détient le faible linéaire, soit 933 km. Tout comme le réseau classé, ce répertoire n'a pas été mis à jour.

Concernant la voirie urbaine, il n'existe pas pour le moment de répertoire y relatif. Toutefois, en termes de réalisation, le MID a effectué le bitumage de 134,33 km de voiries urbaines en 2022 contre 89,12 km en 2021. De 2017 à 2022, en moyenne 78,60 km de voiries urbaines sont bitumés par an. Il convient néanmoins de relever que la gestion de la voirie urbaine incombe aux collectivités territoriales.

Sources statistiques :

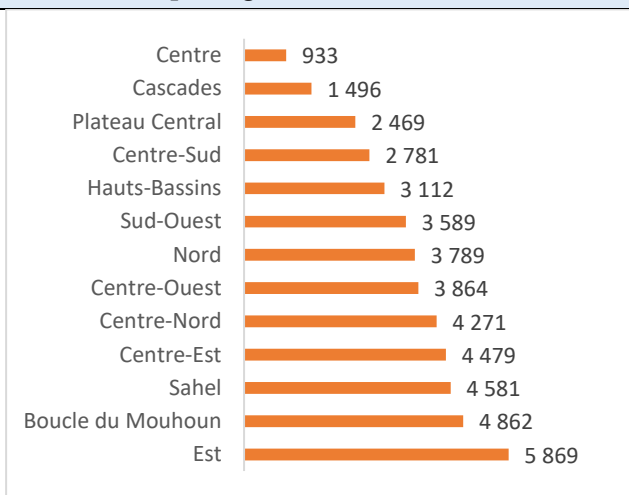
- Décret N°2000-268/PRES/PM/MIHU du 21 juin 2000 portant définition et réglementation du réseau routier national
- Décret N°2000-269/PRES/PM/MIHU portant classification des routes au Burkina Faso du 21 juin 2000 ;
- Répertoire général des pistes rurales, Juillet 1999

¹ Le décret donne un linéaire de 15 271 km mais le total par région donne 15 272 km

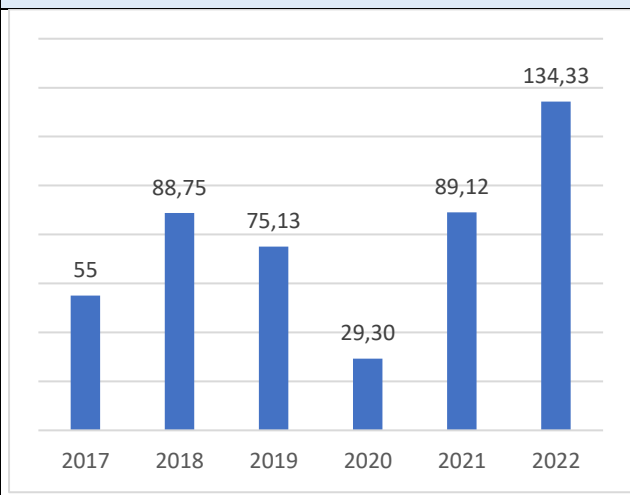
Tableau 9: Réseau routier national (km)

Réseau routier national	Linéaire	Date de classification
Routes classées	15 272	21 juin 2000
Pistes rurales	46 095	Juillet 1999
Voirie urbaine	nd	

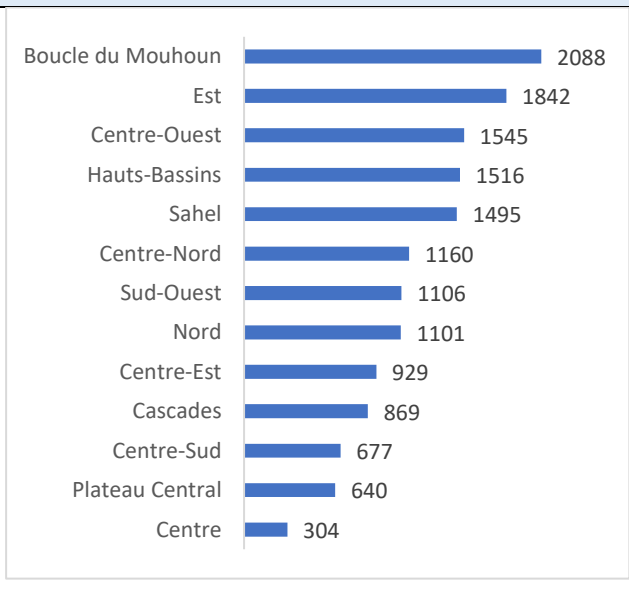
Graphique 41: Linéaire de pistes rurales inventoriées par région (en km)



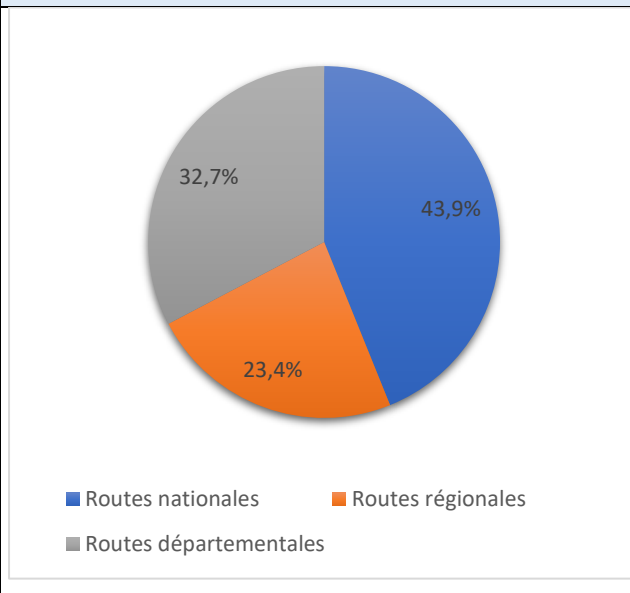
Graphique 42: Linéaire de voiries bitumées par année (en km)



Graphique 43: Linéaire de routes classées par région (en km)



Graphique 44: Répartition des routes classées



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Réseau routier classé

Points saillants

- 72 km du réseau routier classé bitumé réceptionné en 2022 ;
- Forte proportion (73,3%) de route en terre du réseau routier classé en 2022 ;
- Densité du réseau routier classé : 5,64 km/100km².

Commentaires

Le linéaire de routes classées au Burkina Faso est de 15 272 km avec une densité de 5,6 km de routes au 100 km², inférieure à la moyenne africaine (6,84 km/100 km²) de 2017 et supérieure à celle de la CEDEAO (3,1 km/100 km²) de 2006.

La densité du réseau routier classé est plus importante dans la région du Centre où elle atteint 10,8 km/100 km² et plus faible dans la région de l'Est où elle est de 4 km/100 km².

En 2022, un total de 72 km du réseau classé a été bitumé² portant le linéaire de routes classées bitumées à 4 076 km, représentant 26,7% du réseau classé. Deux régions à savoir le Centre-Est (44 km) et le Centre-Sud (28 km) ont été concernées par les travaux de bitumage.

Sur la période 2013-2022, un linéaire de 930 km de routes a été bitumé, soit une moyenne de 93 km par an.

En 2022 les routes en terre représentent 73,3% du réseau classé constitué majoritairement de de pistes améliorées de type A (25,1%).

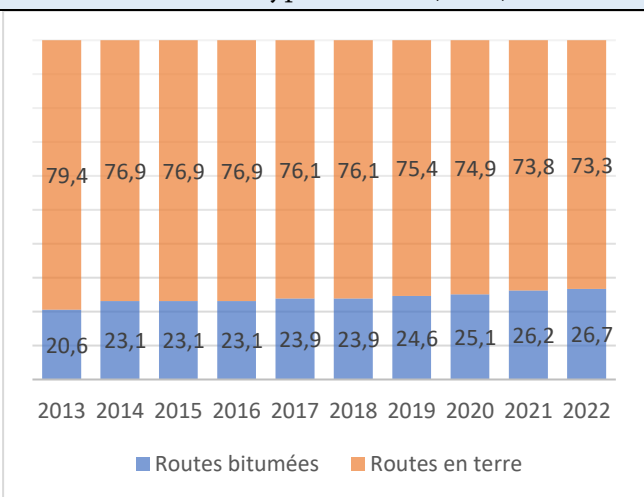
Sources statistiques : DGNET

² Il s'agit des linéaires bitumés et réceptionnés au 31 décembre de l'année.

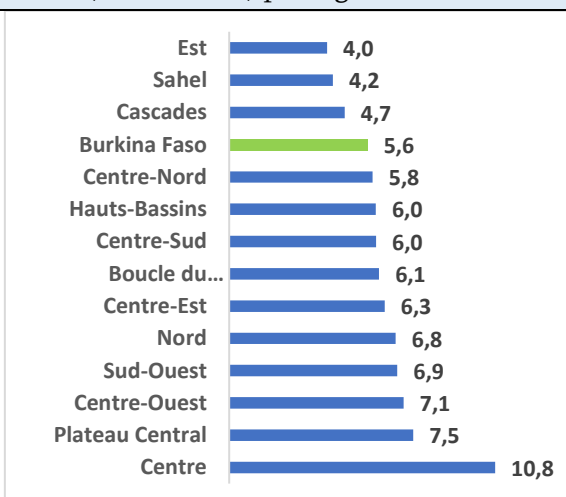
Tableau 10: Répartition du linéaire du réseau routier classé selon le type de route

Type de route	2013	2022	Écart 2021-2022	Écart 2013-2022
Routes bitumées	3 146	4 076	72	930
Routes en terre	12 126	11 196	-72	-930
Total	15 272	15 272	0	0

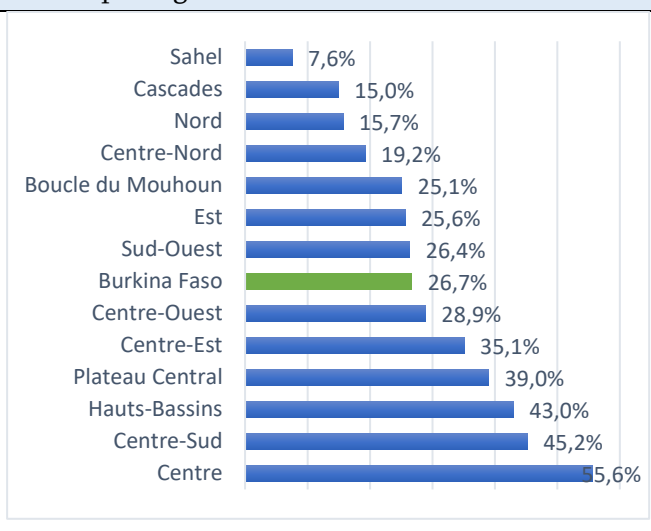
Graphique 45 : Répartition du réseau routier classé selon le type de route (en %)



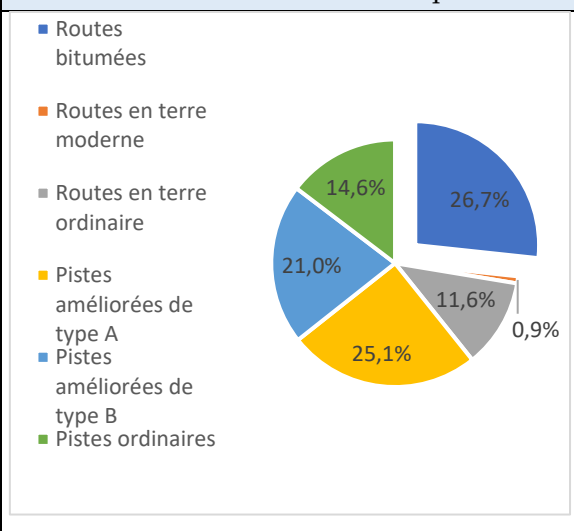
Graphique 46: Densité du réseau routier classé (km/100 km²) par région



Graphique 47 : Proportion du réseau routier classé bitumé par région en 2022



Graphique 48 : Répartition du réseau routier classé selon la classification technique en 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

Réseau routier communautaire

Points saillants

- Forte proportion (94,8%) du réseau communautaire bitumé ;
- Seulement 38,2% de routes communautaires en bon état en 2022.

Commentaires

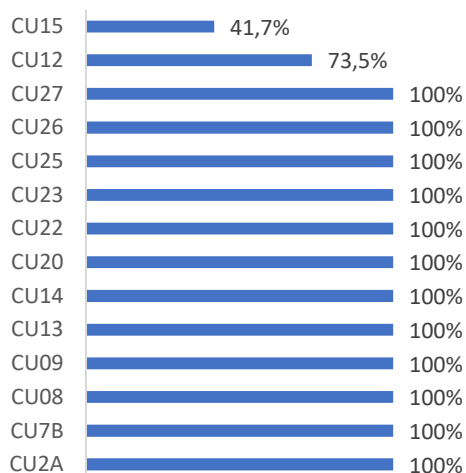
En 2022, le Burkina Faso compte quatorze (14) routes communautaires d'un linéaire total de 3 437,24 km représentant 22,5% du réseau routier classé.

Les routes bitumées représentent 94,8% du réseau communautaire. Toutes les routes communautaires sont entièrement bitumées à l'exception de la CU15 avec 41,7% bitumé et de la CU12 avec 73,5% bitumé. Les travaux de bitumage de la section Diapaga - Frontière du Bénin de la CU15 sont suspendus pour raison d'insécurité.

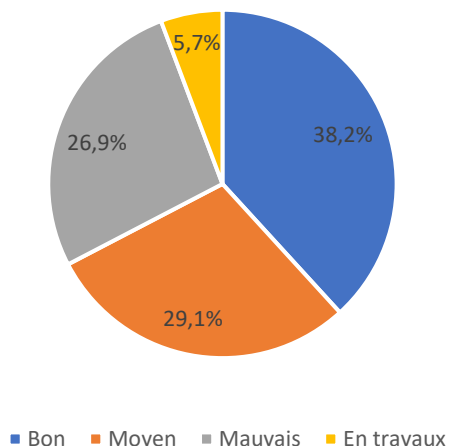
En 2022, 26,9% des routes communautaires sont en mauvais état contre 12,0% en 2021, soit une hausse de 14,9 points de pourcentage. Cela s'explique par une dégradation de l'état de certaines routes communautaires (CU2A, CU12 et CU13).

Sources statistiques : DGNET

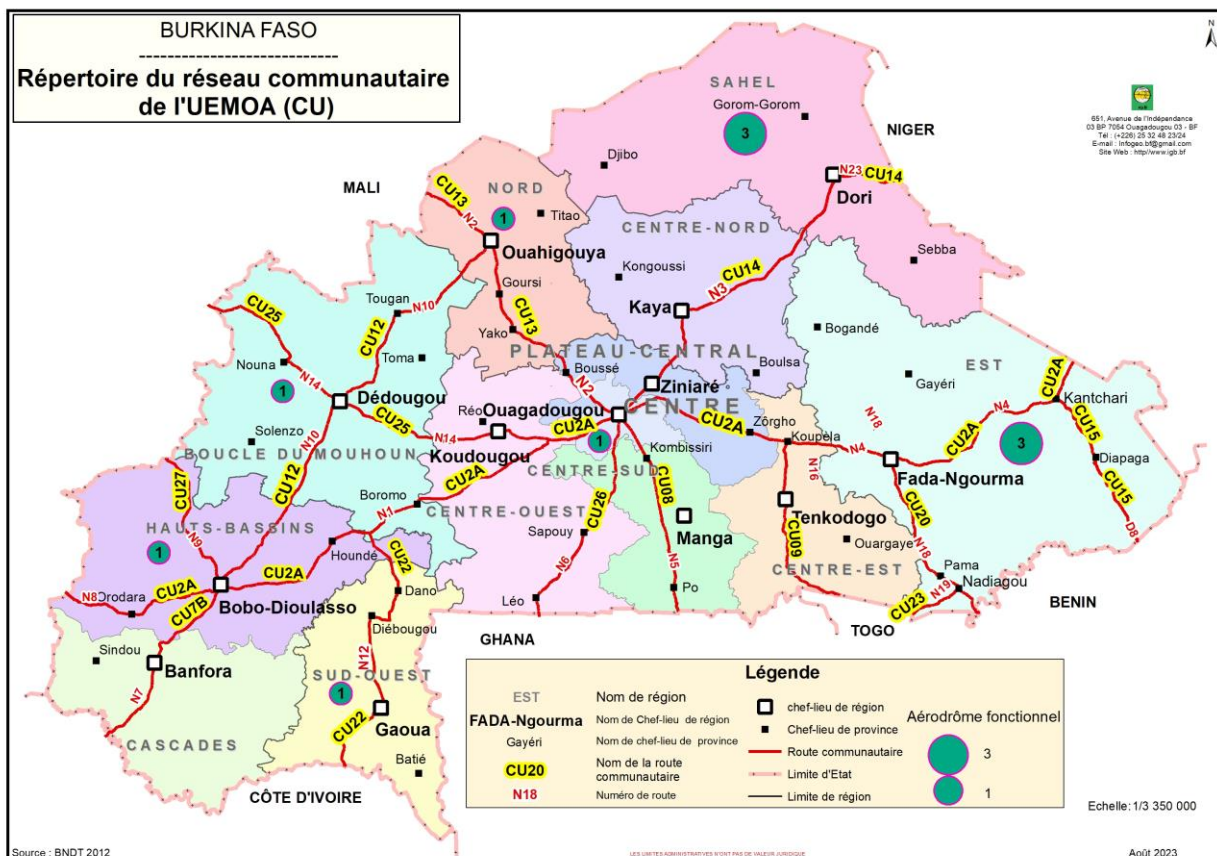
Graphique 49: Proportion de linéaire bitumé selon la route communautaire



Graphique 50: Répartition du réseau communautaire selon l'état en 2022



Carte 1: Répertoire du réseau communautaire



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Entretien et état des routes du réseau classé

Points saillants

- 2930,10 km de routes ont reçu un entretien courant en 2022 ;
- 168,74 km de routes ont reçu un entretien périodique en 2022 ;
- 51,4% du réseau routier classé en mauvais état en 2022.

Commentaires

En 2022, un linéaire de 2 930,10 km a bénéficié d'un entretien courant contre 6 417,08 km en 2021, soit une baisse de 54,3% (-3 486,98 km). En effet, il n'y a pas eu de nouveaux projets d'entretien en 2022 ; le linéaire réalisé concerne les travaux résiduels des années précédentes.

Un linéaire de 168,74 km de routes a fait l'objet d'un entretien périodique en 2022 contre 468,84 km en 2021. Sur la période 2017-2022 un linéaire de 2 823,78 km a été entretenu avec une moyenne de 470,63 km par an.

La proportion du réseau routier en « bon état » est passée de 26,9% en 2021 à 28,8% en 2022. En effet, certains « travaux en cours » d'exécution en 2021 ont été achevés en 2022 améliorant ainsi quelque peu l'état du réseau routier. Comme corollaire, la part des travaux en cours est passée de 11,8% en 2021 à 3,5% en 2022. Toutefois, la proportion du réseau routier en « mauvais état » est passée de 47,4% en 2021 à 51,4% en 2022 en lien avec une dégradation du réseau routier en « moyen état ».

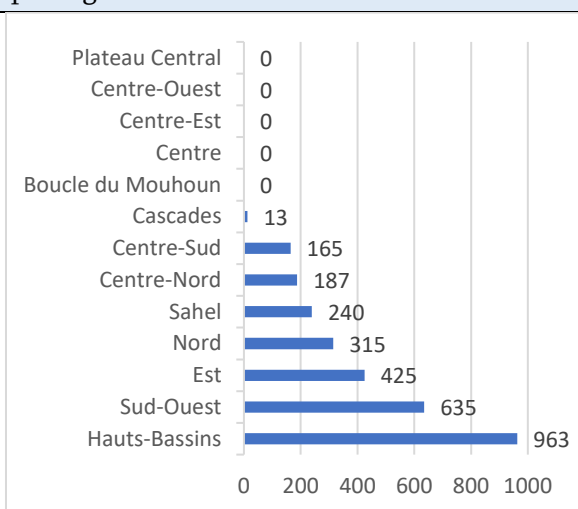
Le mauvais état des routes est le plus constaté au niveau des routes départementales (63,2%). Plus de la moitié du linéaire des routes régionales (59,2%) est en mauvais état. Cette proportion est de 38,5% pour les routes nationales.

Sources statistiques : DGER, DGNET

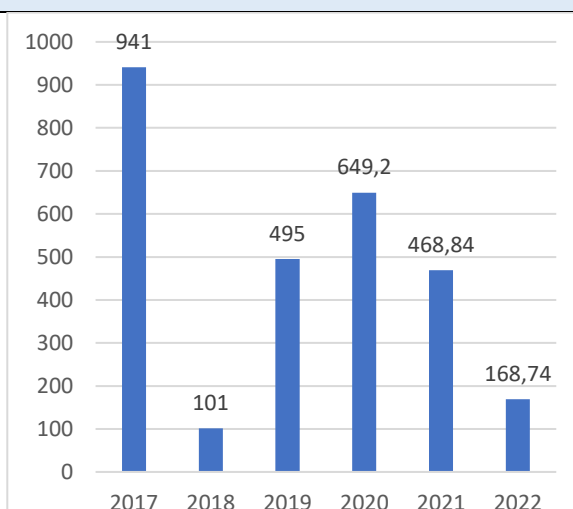
Tableau 11 : Répartition des routes entretenues selon le type d'entretien (en km)

Type d'entretien	2021	2022	Écart 2022-2021
Entretien courant	6 417,082	2 930,101	-3 486,981
Entretien périodique	468,84	168,74	-300,1

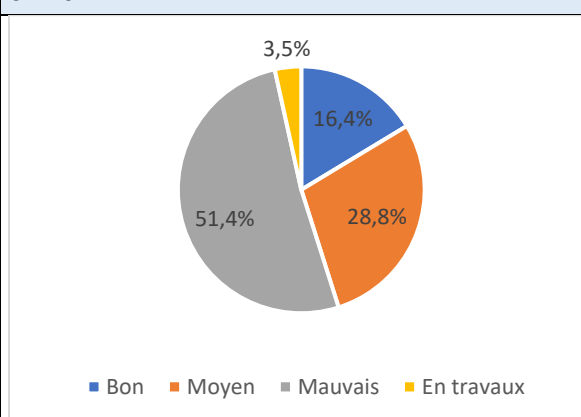
Graphique 51 : linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien courant en 2022 par région



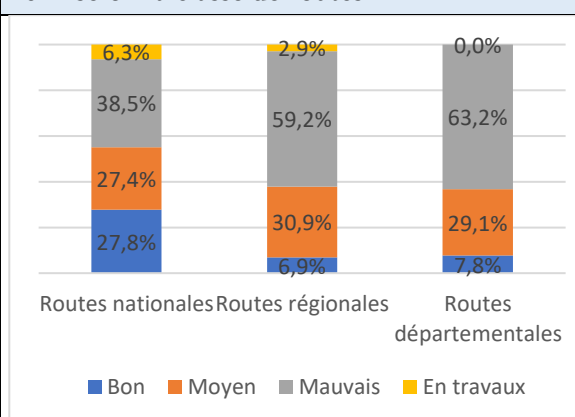
Graphique 52 : Linéaire du réseau routier classé ayant bénéficié d'un entretien périodique par année



Graphique 53: Réseau routier classé selon l'état en 2022



Graphique 54: Etat du réseau routier classé en 2022 selon la classe de routes



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Pistes rurales

Points saillants :

- 403 km de pistes rurales aménagées en 2022 ;
- Proportion de pistes rurales aménagées à fin 2022 : 36,3 % ;
- 624,85 km de pistes rurales aménagées en moyenne par an de 2016 à 2022 ;
- 447,04 km de pistes rurales entretenues en 2022.

Commentaires

En 2022, un linéaire de 403 km de pistes rurales a été aménagé contre 951 km en 2021, soit une baisse de 57,6%. La région du Nord a le plus long linéaire aménagé (82 km). Les régions du Sud-Ouest et du Sahel n'ont bénéficié d'aucun aménagement de pistes rurales. Sur la période de 2016³ à 2022, un linéaire moyen de 624,85 km a été aménagé par an.

Le cumul du linéaire de pistes rurales aménagées à fin 2022 est de 16 716 km, soit 36,3% du répertoire général des pistes rurales (RGPR). La proportion du linéaire répertorié aménagée dans chaque région varie de 10,3% (Sahel) à 84,8% (Plateau Central).

Pour ce qui est de l'entretien des pistes rurales, un linéaire de 447,04 km a été entretenu en 2022, soit 994,96 km de moins qu'en 2021. Les travaux d'entretien de pistes rurales ont concerné sept (07) régions. Les autres régions (Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Sud et Sahel) n'en ont pas bénéficié.

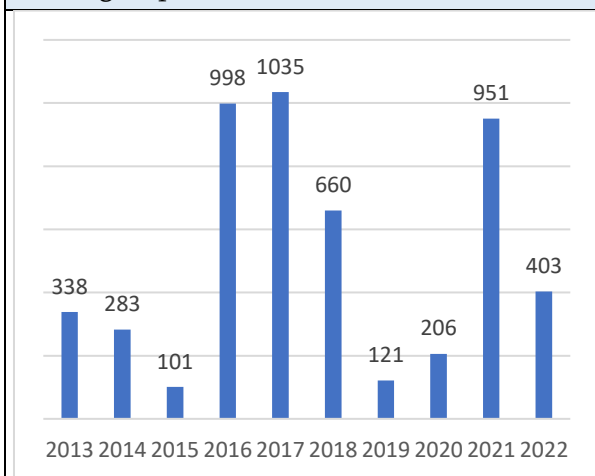
Sources statistiques : DGPR et DGER

³ Dans le cadre du PNDES 2016-2020, il était attendu un aménagement de 1 000 km de pistes rurales par an.

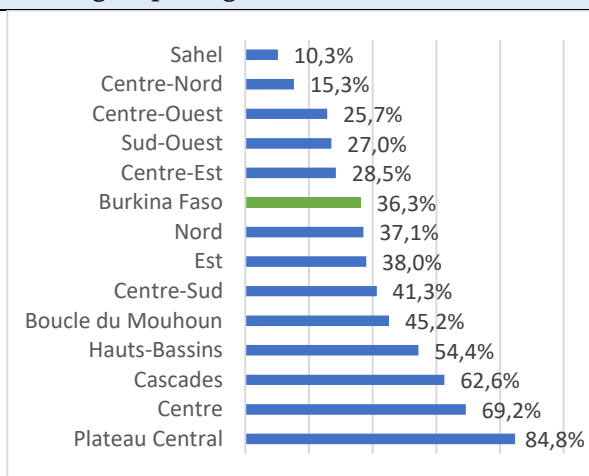
Tableau 12: Données sur les pistes rurales

	2021	2022	Entre 2013 et 2022
Pistes rurales aménagées (km)	951	403	5 096
Pistes rurales entretenues (km)	1 442	447,04	10 102,64

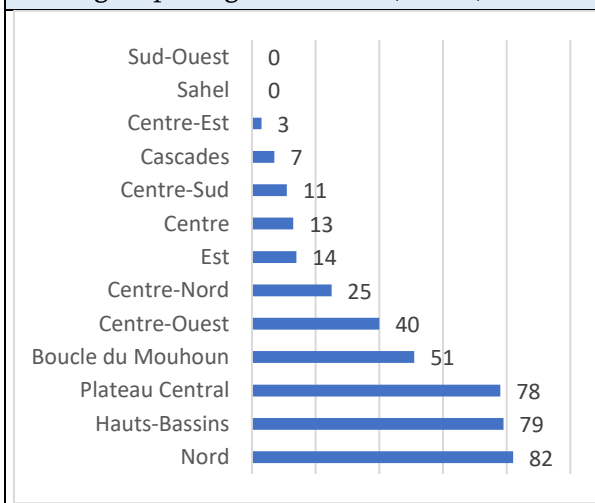
Graphique 55 : Linéaire de pistes rurales aménagées par année



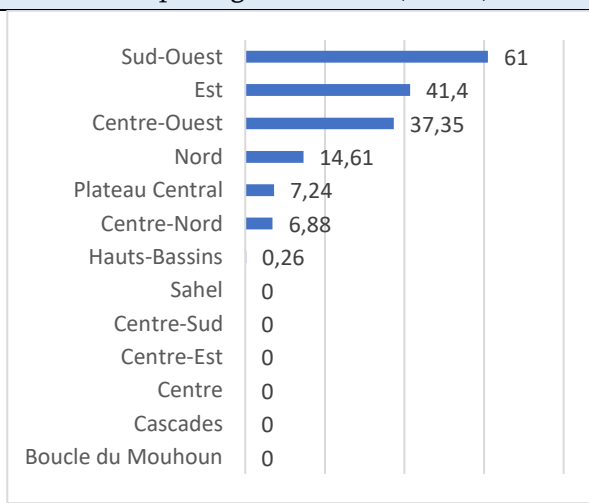
Graphique 56 : Proportion de pistes rurales aménagées par région en 2022



Graphique 57: Linéaire de pistes rurales aménagées par région en 2022 (en km)



Graphique 58: Linéaire de pistes rurales entretenues par région en 2022 (en km)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Infrastructures de sauvegarde

Points saillants

- 72,6% des postes de péage fonctionnels en 2022 ;
- 806 postes de barrières de pluie en 2022 dont 71,7% fonctionnels ;
- La majorité (67,8%) des véhicules poids lourd font de la surcharge sur les routes en 2022.

Commentaires

En 2022, le Burkina Faso dispose de 51 postes de péage dont 37 fonctionnels. Cependant, parmi les postes de péage fonctionnels trois (03) sont en mauvais état. Aussi, seulement deux (02) régions (Plateau Central et Sahel) ont tous leurs postes de péages fonctionnels.

Au titre des barrières de pluie, sur les 806 postes disponibles en 2022, 578 barrières sont fonctionnelles, soit 71,7% de postes fonctionnels. Le nombre de barrières fonctionnels en 2021 étaient de 624 sur 721 disponibles (86,6%). Cinq (05) régions ont tous leurs postes de barrières de pluie fonctionnels. Par contre, aucun poste de barrière de pluies n'est fonctionnel dans la région du Sahel. De 2013 à 2022, le nombre de postes de barrières de pluies a augmenté de 325, du fait notamment de l'aménagement des pistes rurales.

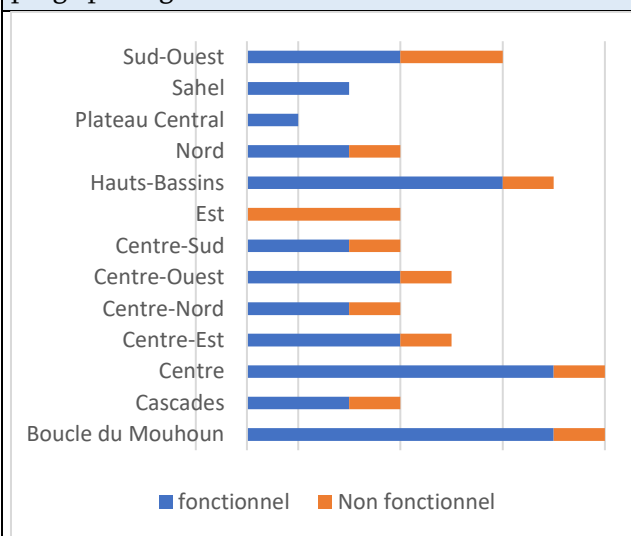
Le contrôle des véhicules poids lourd à la surcharge a connu une intensification sur la période 2018-2022, avec un effectif de véhicules contrôlés passant de 15 204 en 2018 à 211 103 en 2022. Il ressort que la majorité des véhicules font de la surcharge sur les routes avec des proportions pouvant atteindre 80%, et ce, malgré l'application du règlement 14 de l'UEMOA relatif au contrôle de la charge à l'essieu. Ce qui constitue l'une des principales raisons de la dégradation précoce des routes.

Sources statistiques: DGESS, FSR-B, DRID, DGESS/MTMUSR

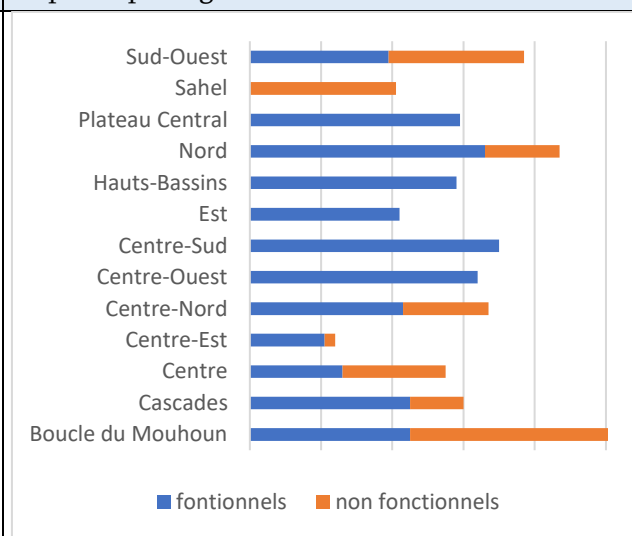
Tableau 13: Données sur la sauvegarde des infrastructures

	Nombre en 2022	% fonctionnel	Variation 2022/2021 En nombre
Postes de péages	51	72,6	+1
Barrières de pluies	806	71,7	+85

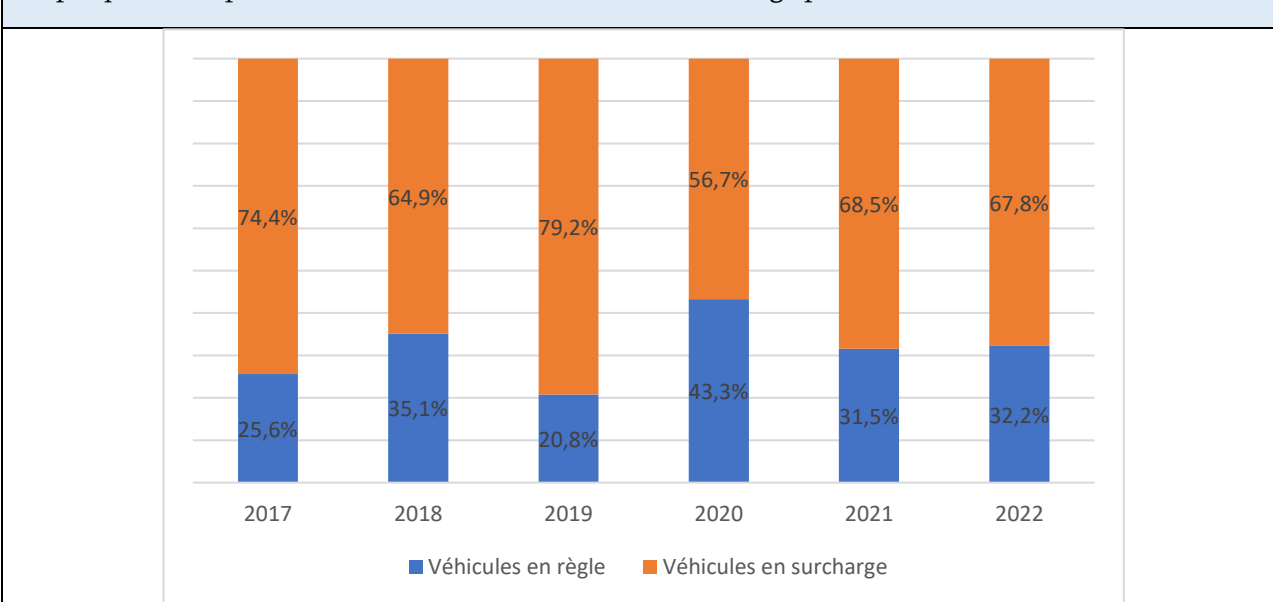
Graphique 59: Répartition du nombre de postes de péage par région selon la fonctionnalité



Graphique 60: Répartition des postes de barrières de pluies par région selon la fonctionnalité



Graphique 61: Répartition des véhicules contrôlés à la surcharge par an



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Désenclavement des communes

Points saillants

- 90,3% des communes reliées à leur chef-lieu de province par une route ou une piste en toutes saisons ;
- 7 régions sur 13 ont toutes leurs communes désenclavées en toutes saisons ;
- Hausse de 12,1% des voiries bitumées.

Commentaires

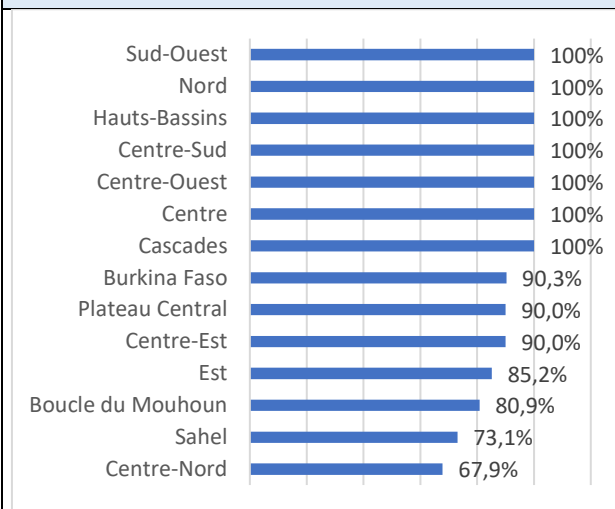
En 2022, sur les 351 communes du Burkina Faso, 317 communes (90,3%) disposent d'une route ou d'une piste rurale permettant la mobilité des personnes et des biens vers le chef-lieu de leur province de rattachement en toutes saisons.

Dans sept (07) régions du pays (Sud-Ouest, Nord, Hauts-Bassins, Centre-Sud, Centre-Ouest, Centre et Cascades), toutes les communes sont entièrement reliées à leurs chefs-lieux de province en toutes saisons. Dans les autres régions, la proportion des communes désenclavées (en toutes saisons) varie entre 67,9% pour la région du Centre-Nord et 90,0% pour le Plateau Central.

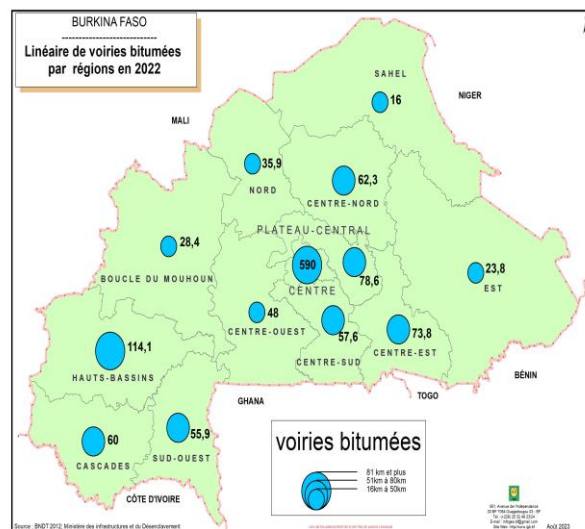
En 2022, le cumul du linéaire de voiries bitumées est de 1 244,50 km contre 1 110,10 km en 2021, soit une hausse de 12,1%. La région du Centre a le plus grand linéaire de voiries bitumées (590 km) et la région du Sahel a le plus faible linéaire (16 km). Sur la période 2017-2022, un linéaire total de 471,63 km de voiries a été nouvellement bitumé, soit une moyenne de 78,60 km par an.

Sources statistiques : DGIR et DRID

Graphique 62: Proportion de communes reliées au chef-lieu de province en toute saison



Carte 2: Linéaire de voiries bitumées (cumul) par régions en 2022 (km)



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ **Trafic sur le réseau routier classé**

Points saillants

- Campagne de comptage du trafic routier non réalisé depuis 2020 ;
- Comptage du nombre de ralentisseurs non tenu depuis 2020.

Commentaires

En 2022, les campagnes de comptage du trafic routier et du nombre de ralentisseurs n'ont pas eu lieu du fait de la situation sécuritaire.

Cependant en 2019, le volume de l'ensemble du trafic routier a diminué de 9 725 véhicules soit une baisse de 5,2% par rapport à 2018. Au niveau des véhicules poids lourds, le volume du trafic a augmenté de 3,5%. Ces résultats interviennent dans un contexte d'insécurité marqué par la recrudescence des attaques armées dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Aussi, la proportion des poids lourds sur le réseau routier a augmenté de 6 points de pourcentage par rapport à 2018.

Le nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées en 2019 est de 1 150 sur un linéaire de 3 756 km soit 31 ralentisseurs au 100 km. Cela s'explique entre autres par la construction anarchique de ralentisseurs sur les routes due à l'insécurité routière.

Sources statistiques : DGNET

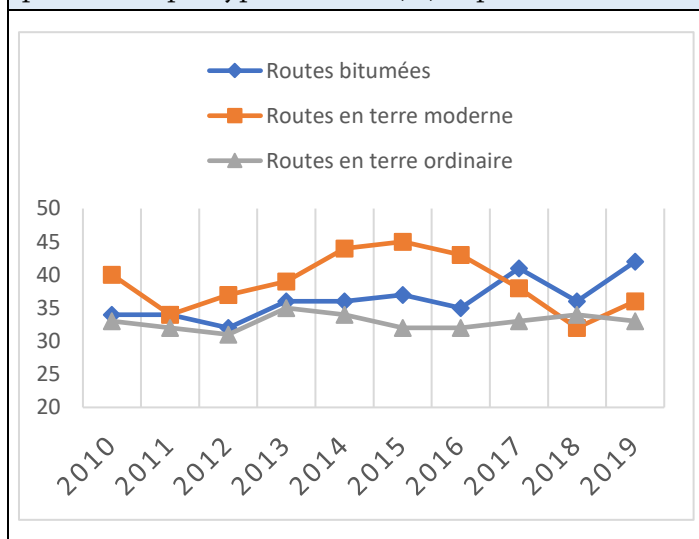
Tableau 14: Évolution du volume du trafic des poids lourds sur le réseau routier classé

	Volume du trafic 2020	Volume du trafic 2019	Écart 2019/2018	Variation 2019/2018 (%)
Poids lourds	nd	74 812	+2 499	+3,5
Ensemble du trafic	nd	185 779	-9 725	-5,2

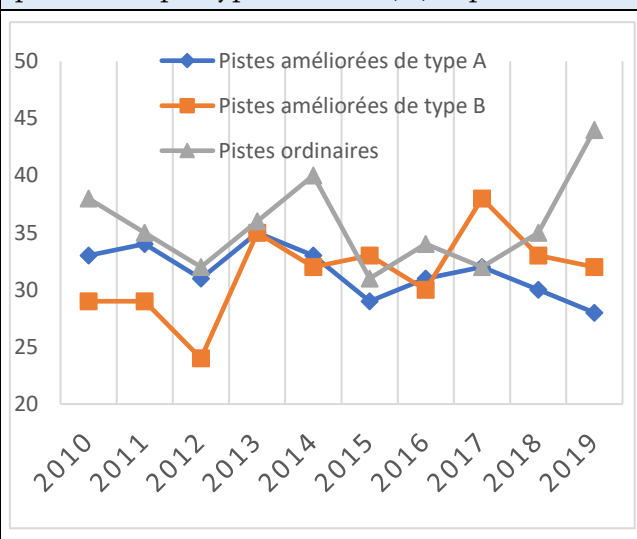
Tableau 15: Évolution du nombre de ralentisseurs sur les routes bitumées de 2018 à 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire bitumées	3 650	3 756	3 833	4 004	4 076
Nombre de ralentisseurs	1 191	1 150	nd	nd	nd
Nombre de ralentisseurs au 100 km	32,6	30,6	nd	nd	nd

Graphique 63: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années



Graphique 64: Évolution de la proportion du trafic poids lourd par type de routes (%) et par années



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Emplois générés par les travaux routiers

Points saillants

- Baisse (-46,2%) des emplois créés en 2022 ;
- Baisse de 3,7 points de pourcentage des emplois occupés par les femmes dans les travaux routiers en 2022 ;
- 48,8% des emplois créés à travers les travaux d'aménagements de pistes rurales.

Commentaires

Le nombre d'emplois créés dans le cadre des travaux routiers en 2022 est de 9 199 contre 17 105 en 2021, soit une baisse de 46,2 %. Cette baisse s'explique par le fait qu'il y a eu moins de travaux routiers en 2022 qu'en 2021. En plus, le nombre de gardiens de barrières de pluies a diminué. Les emplois ont été majoritairement créés par les travaux d'aménagement de pistes rurales (48,8%).

Les femmes occupent 11,7% des emplois créés en 2022 contre 15,4% en 2021. Les emplois créés par les travaux d'entretien courant présentent la plus grande proportion de femmes (24,8%). Cependant, en termes d'effectif, les travaux d'aménagement de pistes rurales ont le plus employé de femmes avec 413 emplois créés.

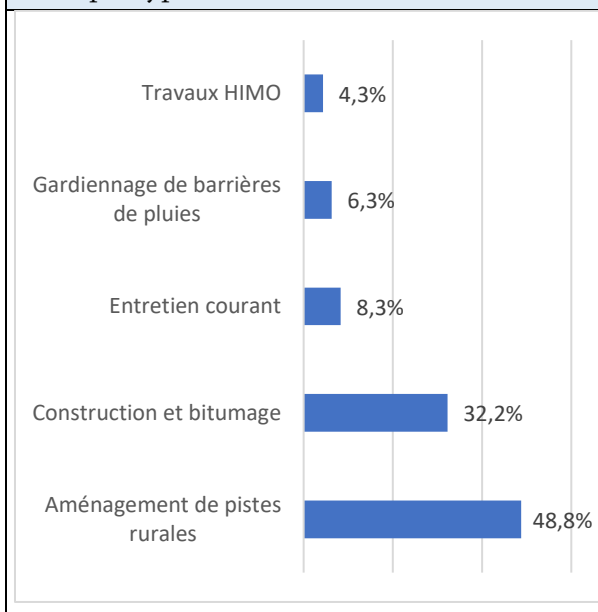
Sur la période de 2017 à 2022, en moyenne 22 799 emplois sont créés par an par les travaux routiers avec 28,5% d'emplois occupés par les femmes.

Sources statistiques : DGIR/ DGPR/ DGER/ PTR-HIMO

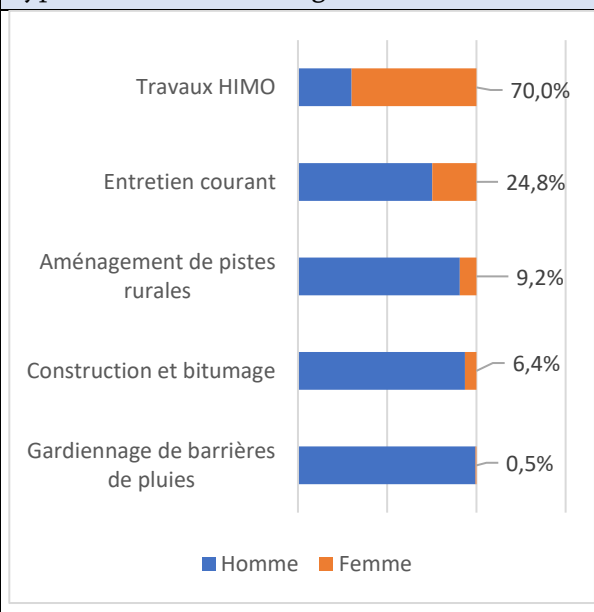
Tableau 16: Évolution des emplois créés à travers les projets routiers selon le genre

Sexe	2021	2022	Écart 2022-2021	Variation (%)
Homme	14 464	8 124	-6 340	-43,8
Femme	2 641	1 075	-1 576	-59,7
	17 105	9 199	-7 916	-46,3

Graphique 65: Répartition (%) des emplois créés par type de travaux en 2022



Graphique 66: Répartition des emplois créés par type de travaux selon le genre en 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

III.2 Infrastructures ferroviaires et aéroportuaires

Points saillants :

- Longueur du réseau ferroviaire inchangée de 2013 à 2022 ;
- 7 aérodrômes fonctionnels sur 48 en 2022.

Commentaires

La longueur du réseau ferroviaire n'a pas connu d'évolution de 2013 à 2022.

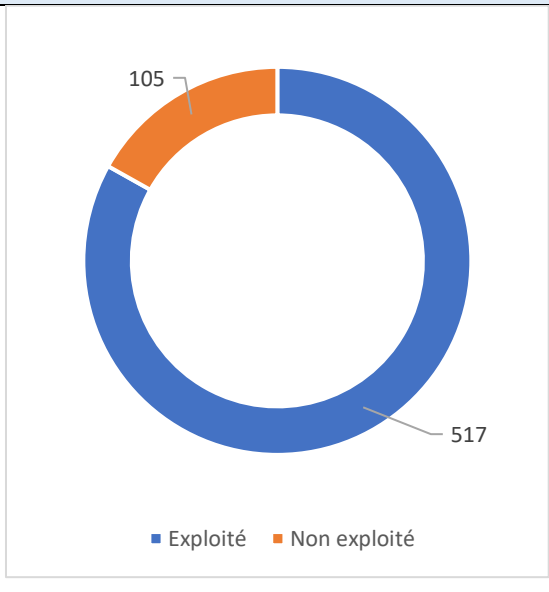
Le linéaire total du réseau ferroviaire burkinabé (frontière Côte d'Ivoire - Ouagadougou - Kaya) est de 622 km. La longueur en exploitation (frontière Côte d'Ivoire - Ouagadougou) est de 517 km.

Le nombre d'aérodrômes existant en 2022 est de 48, soit un (01) de plus depuis plus d'une décennie.

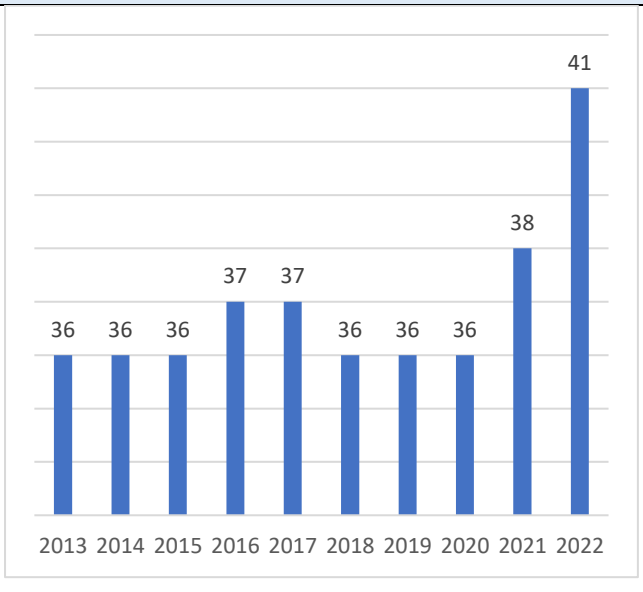
Sur les 48 aérodrômes existants, seulement 7 sont fonctionnels, soit 2 de moins qu'en 2021.

Sources statistiques : DGESS/ MTMUSR

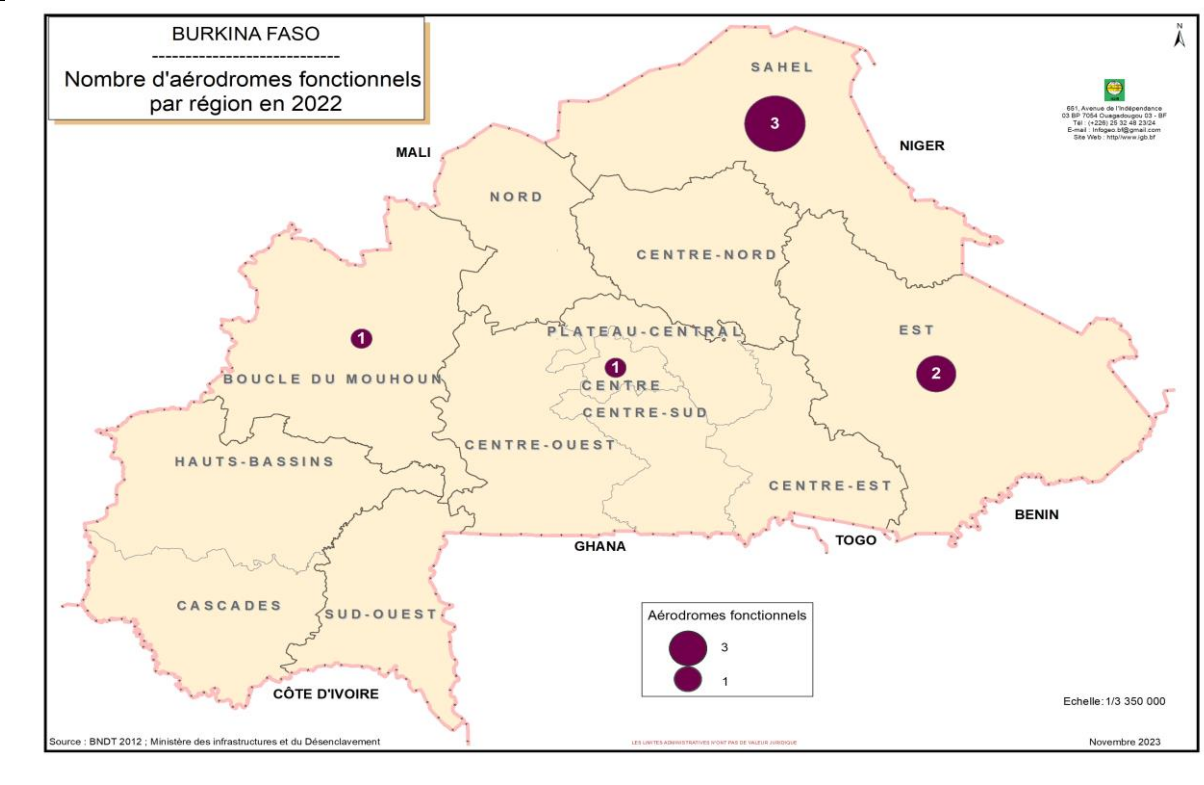
Graphique 67 : État du réseau ferroviaire en 2022 (km)



Graphique 68 : Évolution du nombre d'aérodromes non fonctionnels



Carte 3: Représentation des aérodromes fonctionnels



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

III.3 Couverture cartographique du territoire

➤ Couverture du réseau national

Points saillants :

- Un réseau géodésique actuel qui n'a pas atteint le 3eme ordre en 2022 ;
- Modernisation du réseau géodésique entamée avec l'existence de treize (13) stations GNSS CORS, dont 03 fonctionnent permanemment.

Commentaires

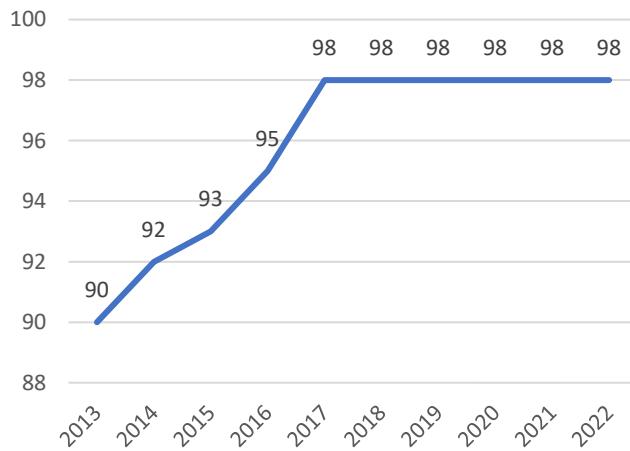
En 2022, le taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles est de 98,0%. Ce taux est stable depuis 2017 du fait de l'impossibilité de vérifier la fonctionnalité des bornes dans la région de l'Est en raison du contexte sécuritaire difficile. Pour ce qui est du taux de réhabilitation du réseau de nivellement, il s'affiche à 66,3%, légèrement plus qu'en 2021 (66,0%).

Le réseau géodésique actuel est du deuxième ordre (700 bornes). En l'absence de ressources financières, le réseau de troisième ordre n'a pas pu être opérationnalisé. Toutefois, à ce jour, il existe treize (13) stations GNSS CORS (Global Navigation Satellite System- Continuous Operations Reference Station) qui permettent d'entamer la modernisation du réseau géodésique national, même si 10 de ces stations ne fonctionnent pas de façon permanente.

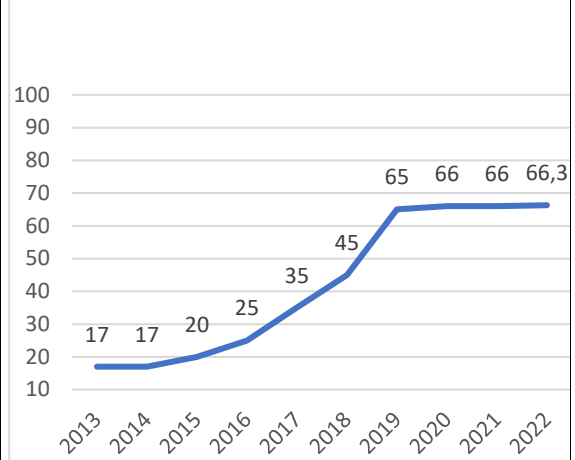
Sur la période sous revue, le taux de couverture du territoire en bornes géodésiques fonctionnelles a connu une augmentation continue entre 2012 et 2017, passant de 85,0% à 98,0%. Pour ce qui est de la réhabilitation du réseau de nivellement, de 17,0% en 2012, elle est passée à 20,0% en 2015 pour atteindre 66,3% en 2022 contre 66,0% en 2021.

Sources statistiques : IGB

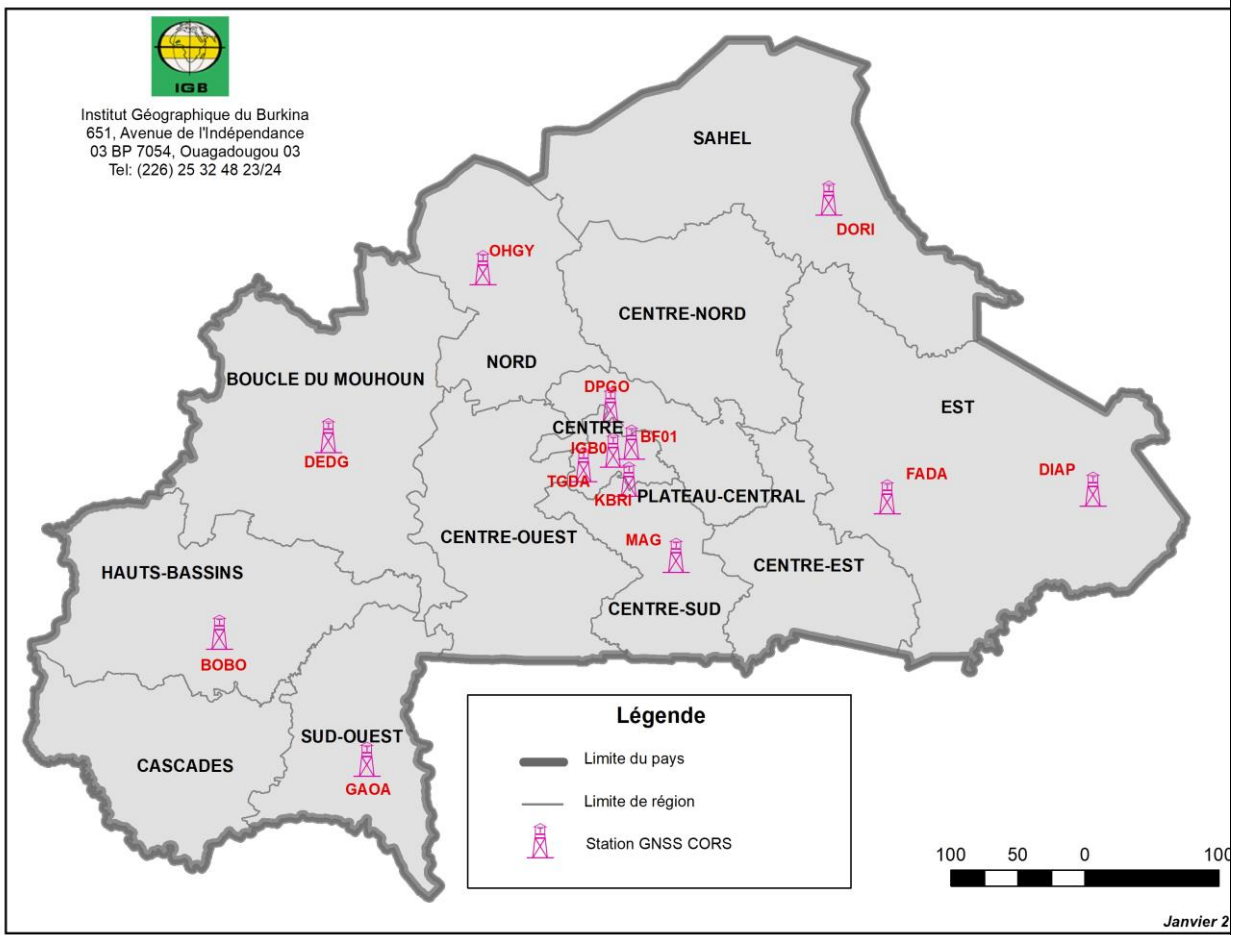
Graphique 69 : Évolution du taux de couverture du territoire national en bornes géodésiques fonctionnelles



Graphique 70 : Évolution du taux de réhabilitation du réseau de nivellement



Carte 4 : Localisation des stations GNSS CORS



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

➤ Production des cartes

Points saillants :

- Forte hausse du taux de production de cartes administratives et des plans des villes de 25,0% en 2017 à 51,9% en 2022 ;
- Taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000ème quasi-stable depuis 2018.

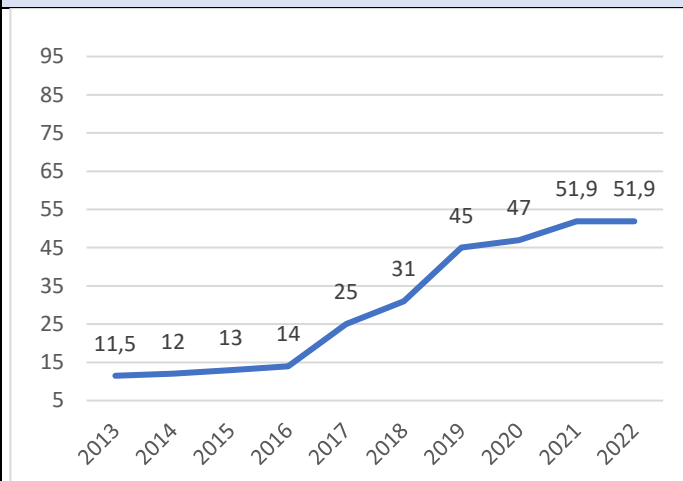
Commentaires

Le taux de production de cartes administratives et des plans des villes est resté stable de 2021 à 2022. Il est ressorti à 51,9%. En ce qui concerne le taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000ème, il est passé de 55,0% en 2021 à 55,5% en 2022.

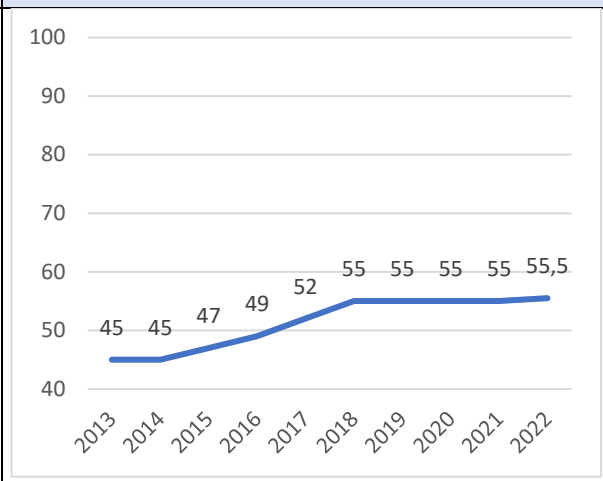
Sur la période sous revue, le taux de production de cartes administratives et des plans des villes enregistre une tendance haussière surtout à partir de 2017 (passant de 14,0% en 2016 à 25,0% en 2017 pour atteindre 51,9% en 2021 et en 2022) du fait notamment de la production des plans de villes dans les treize (13) régions, entamée à cette date. De même, le taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50 000ème est parti de 43,0% en 2012 pour atteindre 55,5% en 2022.

Sources statistiques : IGB

Graphique 71 : Évolution du taux de production de cartes administratives et des plans des villes



Graphique 72 : Évolution du taux de couverture du territoire national en cartes de base à l'échelle 1/50000ème



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

IV. AUTRES STATISTIQUES DU MINISTÈRES

IV. AUTRES STATISTIQUES DU MINISTÈRE

IV.1 Agréments techniques

Points saillants

- Baisse (13,9%) du nombre de nouveaux agréments techniques délivrés en 2022 ;
- Forte tendance à l'abandon des catégories inférieures au profit des catégories supérieures.

Commentaires

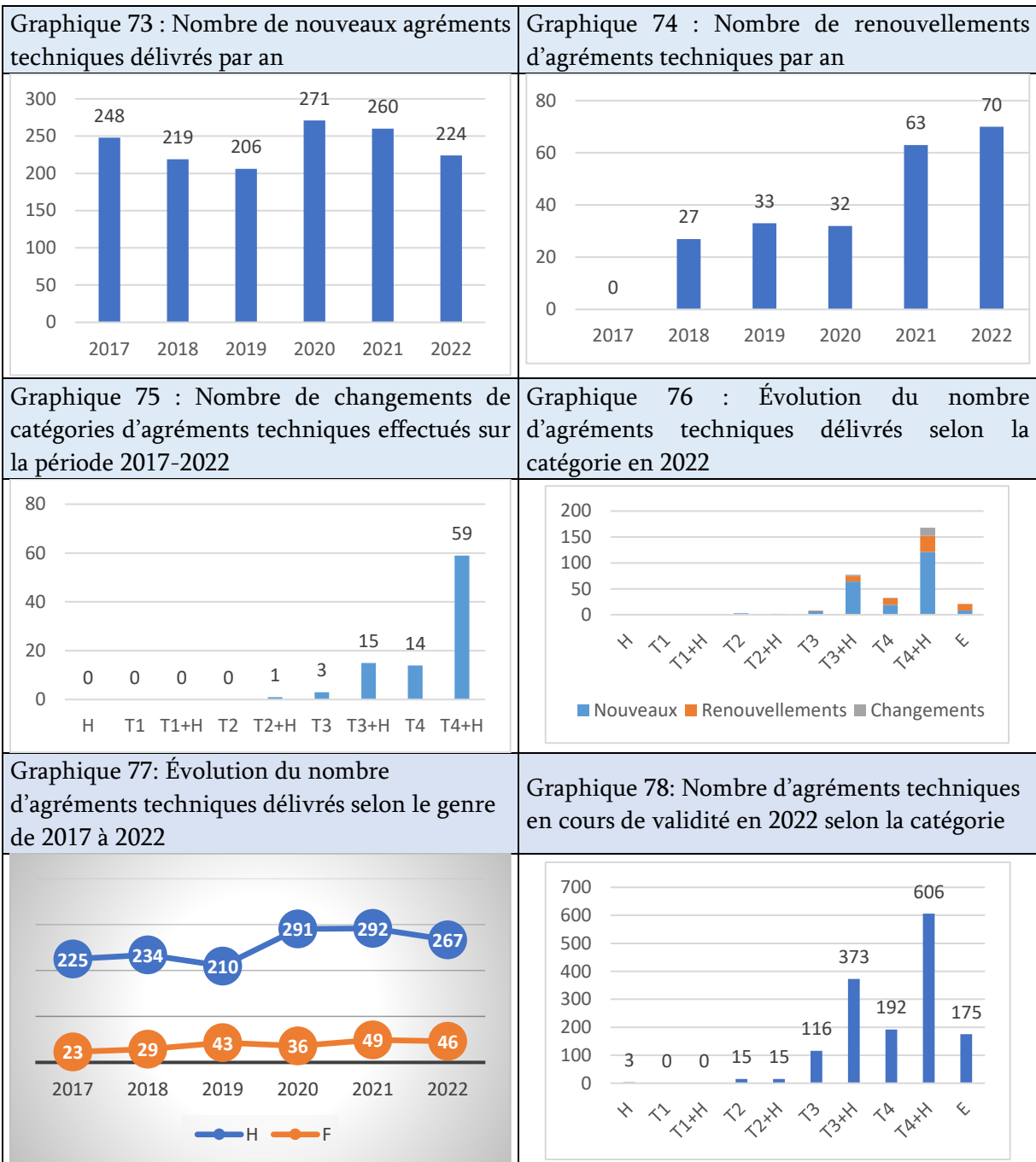
Le nombre de nouveaux agréments techniques délivrés en 2022 est de 224 contre 260 en 2021, soit un taux de régression de 13,9%. Le nombre de nouveaux agréments délivrés connaît une tendance à la baisse en deux temps, sur la période 2017 à 2019 passant de 248 à 206 agréments, puis sur la période 2020-2022 passant de 271 à 224 agréments. Sur la période de 2017 à 2022, en moyenne 238 agréments techniques sont délivrés par an.

En 2022, le nombre d'agréments renouvelés est de 70 contre 63 en 2021. Sur la période 2017-2022, le nombre d'agréments renouvelés a connu une tendance à la hausse sauf en 2020 où il a enregistré la baisse.

Les catégories d'agréments T4+H (169 agréments) et T3+H (77 agréments) sont les plus délivrés en 2022, représentant un taux de 84,2%. Il est observé une tendance à l'abandon des catégories inférieures (H, T1, T1+H, T2, T2+H) au profit des catégories supérieures (T3, T3+H, T4, T4+H). Sur la période de 2017 à 2022, il ressort un nombre important de changement de catégorie d'agrément technique notamment en faveur de la catégorie T4+H (59 changements).

D'une manière générale, il y a plus d'hommes détenteurs d'agréments techniques que de femmes. En 2022, seulement 16,1% des agréments techniques sont détenus par des femmes contre 14,4 en 2021.

Sources statistiques : DGESS et DMP



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

IV.2 Marchés publics

Points saillants

- Forte proportion (38,6%) de marchés passés suivant les procédures exceptionnelles en 2022 ;
- Peu de marchés de travaux (15) lancés en 2022.

Commentaires

En 2022, la procédure normale de passation de marché public représente 61,4% contre 67,0% en 2021, soit un recul de 5,6 points de pourcentage. La proportion des marchés passés suivant les procédures exceptionnelles (38,6%) en 2022 reste supérieure à la norme de 15% fixée par la réglementation. Elle est en nette progression par rapport à 2021 (17,0%). Cela fait suite essentiellement aux décrets pris pour alléger les procédures dans le cadre de la mise en œuvre de certains projets du ministère (PTDIU, Tour du Faso 2021, réparation des axes Gounghin-Fada, Ziniaré-Kaya et Kaya-Dori, marchés de carburant et lubrifiant, prestations du LNBTP).

En 2022, 54,7% des entreprises titulaires des marchés ont respecté leurs délais d'exécution contre 50,0% en 2021, soit une hausse de 4,7 points de pourcentage. Dans la même année 14,1% des entreprises ont vu leurs contrats résiliés. Par ailleurs, 31,2% des entreprises n'ont pas respecté les délais d'exécution contre 45,5% en 2021.

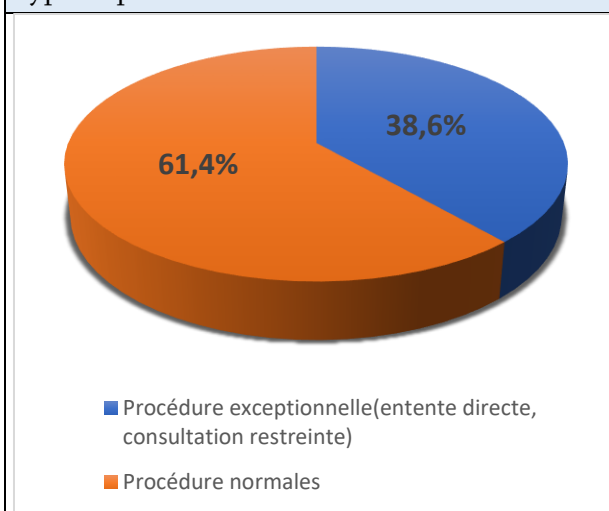
En ce qui concerne les contrats approuvés en 2022, ils relèvent de la catégorie T4+H (09), T3+H (01) et E (05). Le nombre de contrats approuvés est en baisse par rapport à 2021 où il était de 37. Cela s'explique par le fait que peu de marchés de travaux ont été lancés en 2022.

Sources statistiques : DMP

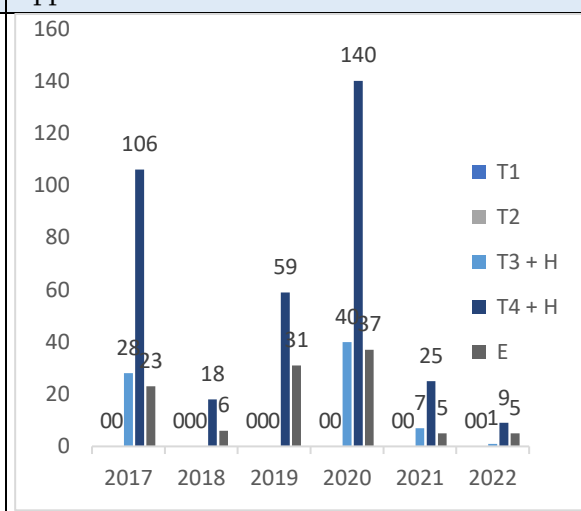
Tableau 17: Nombre de marchés publics passés selon la procédure

	2021	2022	Variation 2022/2021 (en %)	% marchés en 2021	%marchés en 2022
Procédures exceptionnelles (Entente directe, Consultation restreinte)	36	22	-38,9	10,2	38,6
Procédures normales	73	35	-52,1	89,8	61,4
Ensemble	109	57	-47,7	100	100

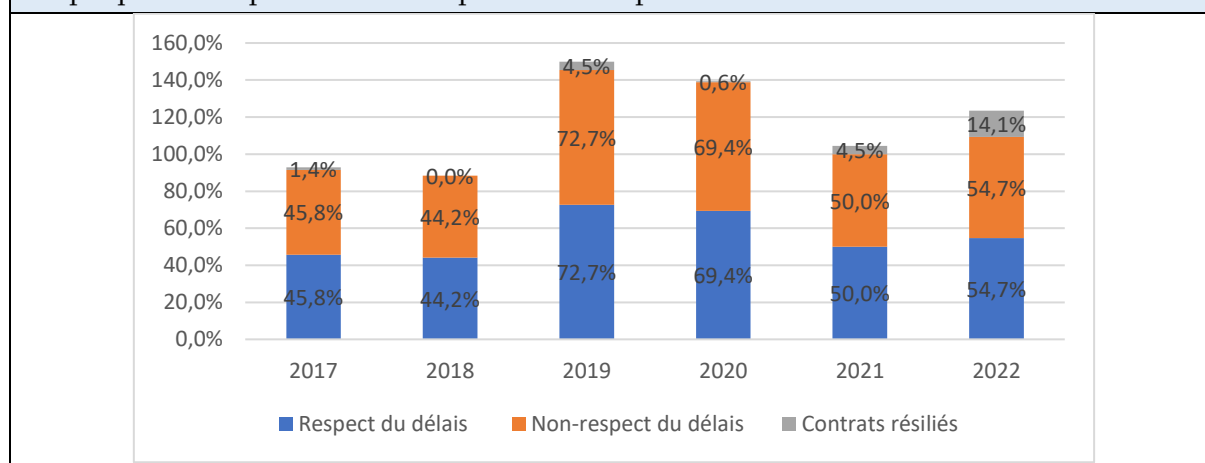
Graphique 79: Structure des marchés passés par type de procédure en 2022



Graphique 80: Structure des contrats approuvés entre 2017 et 2022



Graphique 81: Proportion des entreprises selon la performance de 2017 à 2022



Sources statistiques : DGESS à partir des données de l'annuaire statistique 2022

CONCLUSION

Le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'infrastructures et de désenclavement.

Pour ce faire, il produit périodiquement un annuaire statistique des infrastructures de transport qui présente les principaux indicateurs définis pour assurer le suivi de sa performance. Les plus pertinents de ces indicateurs sont analysés dans le tableau de bord statistique.

Le Tableau de bord statistique des infrastructures de transport 2022 analyse l'évolution des indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique des infrastructures de transport 2022, en relevant notamment les points saillants et les facteurs justificatifs de leur évolution. Son élaboration a impliqué toutes les structures productrices des données au sein du ministère.

En 2022, il ressort que les efforts consentis par l'ensemble des structures du ministère dans la réalisation d'infrastructures de transport ont permis d'améliorer le niveau de ses indicateurs de performance. Ces efforts ont permis entre autres d'améliorer la proportion du réseau routier classé en bon état qui passe de 13,9% en 2021 à 16,4% en 2022 ; d'aménager 403 km de pistes rurales en 2022, portant ainsi la proportion des pistes rurales aménagées à 36,3% et de réaliser le bitumage de 134,33 km de voiries urbaines en 2022 contre 89,12 km en 2021. De même, 72 km de routes ont été bitumées portant la proportion de routes bitumées à 26,7%.

Toutefois, le contexte sécuritaire difficile que traverse le pays a entravé la mise en œuvre de certaines actions initialement prévues, et partant la performance d'ensemble du ministère en matière d'infrastructures et de désenclavement.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1: Équipe d'élaboration du Tableau de bord 2022 des infrastructures de transport

N°	Nom(s)	Prénom(s)	Structures	Contacts WhatsApp	E-mail
1	BALIMA	Zenabo	DGESS	76 67 96 22	balimazenabo@yahoo.fr
2	SOME	Bakounissouon	DGESS/DSSE	76 57 54 56	sabakounine@yahoo.fr
3	BATIONO	Balélé	DGPR	70 30 64 72	b.a.bationo@gmail.com
4	KABORE	W. Vincent De Paul	DGESS/DPPSE	75 15 18 14	mando_yel@yahoo.fr
5	ZAGRE	Amade	DGESS/DSSE	70 29 66 30	amadzagre@yahoo.fr
6	ZANGRE	Benoît	DGESS/DSSE	79 68 12 89	zangrebenoit7@gmail.com
7	YAMEOGO/ GOUBA	Prudence	IGB	70 51 14 93	goubaprudence@yahoo.fr
8	IDANI	Lamine Bachirou	DGESS/DSSE	67 63 03 02	laminebachirouidani@gmail.com
9	DOMBOUE	Salia	DRH	71 08 18 16	mobsalia@gmail.com
10	TRAORE	Youssouf	DGNET	65 00 66 57	Youstraore86@gmail.com
11	KIENOU	Sogohoun Ambroise	DGER	78 55 66 13	kieddou@yahoo.fr
12	OUEDRAOGO	S. Madi	DGF	64 49 69 65	saidouesaie@gmail.com
13	SAWADOGO	N.W Parfait	DGESS/DSSE	76 05 43 98	sawadogonwkparfait@yahoo.fr
14	BOUDA	Moussa	INSD	70 08 95 94	moussa_bouda@yahoo.com
15	KIMPE	P. Loulou	DGESS	72 92 30 15	pepsonkimpe@gmail.com
16	SAWADOGO	Elyasse	DGIR	78 24 07 27	elyasse77@yahoo.fr
17	YERBANGA	Hiliaza	DGESS/ DSSE	74 33 90 77	yhiliaza@gmail.com
18	LANKOUANDE	Yenyaba	FSR-B	70 98 90 99	yenyaba@yrh.fr
19	YAMEOGO	Noufou	DRID-CN	72 81 82 26	

Annexe 2: Participants à l'atelier de validation du Tableau de bord 2022 des infrastructures de transport

N°	Nom(s)	Prénom(s)	Structures	Contacts WhatsApp	E-mail
1	SINARE	Alassane	Cabinet		
2	BALIMA	Zenabo	DGESS	76 67 96 22	balimazenabo@yahoo.fr
3	SOME	Bakounissouon	DGESS/DSSE	76 57 54 56	sabakounine@yahoo.fr
4	ZERBO	Issa	DGF/MID		
5	OUEDRAOGO	Hamado	SP-TRHIMO	58 24 06 83	
6	BATIONO	Balélé	DGPR	70 30 64 72	b.a.bationo@gmail.com
7	ZAGRE	Amade	DGESS/DSSE	70 29 66 30	amadzagre@yahoo.fr
8	IDANI	Lamine Bachirou	DGESS/DSSE	67 63 03 02	laminebachirouidani@gmail.com
9	DOMBOUE	Salia	DRH	71 08 18 16	mobsalia@gmail.com
10	KOLOGO	S. Roger	DRH	68 51 36 64	Rgerkologo14@gmail.com
11	TRAORE	Youssouf	DGNET	65 00 66 57	Youstraore86@gmail.com
12	KIENOU	Sogohoun Ambroise	DGER	78 55 66 13	kieddou@yahoo.fr
13	BOUDA	Moussa	INSD	70 08 95 94	moussa_bouda@yahoo.com
14	KIMPE	P. Loulou	DGESS	72 92 30 15	pepsonkimpe@gmail.com
15	KOBORI	Kokoro	DRID-CN	72 32 32 72	Kokorokob90@gmail.com
16	SAWADOGO	Issa	DGESS	75 27 86 36	Isawadogo124@gmail.com
17	OUEDRAOGO	Frédéric	DGESS	60 43 44 64	oue_frd@yahoo.fr
18	MILLOGO	Dié Laurent	DMP	76 02 48 05	desmillogo@gmail.com
19	MOULANE	H. Nestor	DGER	61 45 97 66	hadomoulane6@yahoo.fr

Annexe 3: Répertoire du réseau communautaire de l'UEMOA (CU) traversant le Burkina Faso

Nom de la route communautaire	Itinéraire	Linéaire total (km)
CU2A	Frontière du Mali - Orodora - Bobo-Dioulasso - Boromo - Ouagadougou - Zorgho - Koupela - Fada N'Gourma - Frontière du Niger	872,31
CU7B	Frontière de la Côte-D'Ivoire - Banfora - Bobo- Dioulasso	154,29
CU08	Ouagadougou - Kombissiri - Pô - Frontière du Ghana	163,92
CU09	Frontière du Togo - Cinkassé - Tenkodogo - Koupéla	149,78
CU12	Bobo Dioulasso-Dédougou-Tougan-Ouahigouya	361,14
CU13	Ouagadougou - Boussé - Yako - Gourcy - Ouahigouya - Frontière du Mali	241,73
CU14	Ouagadougou - Ziniaré - Kaya - Dori - Frontière du Niger	320,98
CU15	Kantchari -Diapaga - Frontière du Bénin	143,8
CU20	Frontière du Bénin - Pama - Fada N'Gourma	148,21
CU22	Pâ – Dano - Diébougou - Gaoua - Frontière Côte d'Ivoire	230,49
CU23	Nadiagou - Frontière du Togo	42,26
CU25	Sakoinsé (Emb. RN01) - Koudougou - Dédougou - Nouna - Djibasso - Frontière du Mali	313,19
CU26	Ouagadougou - Sapouy - Léo - Frontière du Ghana	173,97
CU27	Bobo Dioulasso-Koundougou - Frontière du Mali	121,17
Total		3 437,24

Annexe 4: Nombre d'agrément techniques délivrés selon la catégorie

Catégories	Nouveaux		Renouvellements		Changements	
	Nombre d'agrément en 2022	Écart 2022/2021	Nombre d'agrément en 2022	Écart 2022/2021	Nombre d'agrément en 2022	Écart 2022/2021
Catégorie H	0	0	0	0	0	0
Catégorie T1	0	0	0	0	0	0
Catégorie T1+H	0	0	0	0	0	0
Catégorie T2	3	3	0	0	0	0
Catégorie T2+H	2	0	0	0	0	-1
Catégorie T3	7	-7	1	-1	0	-1
Catégorie T3+H	64	-9	11	-20	2	0
Catégorie T4	19	-8	13	9	1	-0
Catégorie T4+H	121	0	32	22	16	3
Catégorie E	8	-15	13	-3	19	-6